Ce projet est financé par l'Union européenne

APPUI DU 11EME FED A LA TROISIEME PHASE DU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF AU CAMEROUN

« PNDP AGROPASTORAL-FED »

FED/2016/381-875

Rapport d'exécution intermédiaire n°1[1]

1er Janvier 2017 – 31 Décembre 2017

[1] *Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne.*
Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD	Agence française de développement
BUCREP	Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
BM	Banque mondiale
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CEFAM	Centre de Formation du Personnel de l'Administration Municipale
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
CNC	Cellule Nationale de Coordination
CNOP	Comité National d'Orientation et de Pilotage
COMES	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES)
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSDSR	Document de Stratégie de Développement du Secteur Rural
ERP	Enterprise Ressource Processing
FED	Fonds Européen pour le Développement
GTI	Groupe de Travail Interministériel
IDA	International Dévelopement Association
IDE	Infrastructure de Développement Economique
INS	Institut National de Statistique
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINTP	Ministère des Travaux Publics
PIN	Programme Indicatif National
PCD	Plan Communal de Développement
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
Pro_Adp	Progiciel d'Aide au Développement Participatif
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
Sim_Ba	Progiciel de gestion comptable et financière pour les communes
TDR	Termes de Référence

SOMMAIRE

1 **Résumé et contexte de l'Action** 4
1.1 Le projet en bref 4
1.2 Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) 5
1.3 Portée de l'action 6
1.4 Principes et enjeux opérationnels du premier rapport annuel 7
2 **Résultats concrets obtenus durant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017** 8
2.1 Matrice indicative du cadre logique 8
2.2 Commentaires sur les résultats 10
3 **Activités menées au cours de la période du 01/01/2017 au 31/012/2017** 11
3.1 Composante A : Appui au développement local 11
3.2 Composante B : Appui au processus de décentralisation 14
3.3 Composante C : Coordination, gestion, suivi-évaluation et communication 17
4 **Difficultés rencontrées et mesures prise pour les surmonter** 20
4.1 Six (06) mois pour la signature de la convention de financement entre l'AFD et la République du Cameroun 20
4.2 Cinq (05) mois pour la levée des conditions suspensives au premier versement 20
4.3 Faible mobilisation de bureaux d'études pour réaliser l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification 20
5 **Mise en œuvre du plan de communication et de visibilité** 21
5.1 Rappel des objectifs du plan de communication 21
5.2 Rappel des objectifs de communication pour 2017 21
5.3 Action de communication et de visibilité réalisées en 2017 21
6 **Informations sur les coûts exposés** 22
7 **Résumé des contrôles et audit réalisés** 23
7.1 Missions d'audit 23
7.2 Mission de supervision 23
8 **Rapport financier de l'Action** 24
8.1 Résumé de l'exécution du budget de l'année 2017 ..... **Erreur ! Signet non défini.**
8.2 Etat d'exécution budgétaire du PNDP FED agropastoral pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 25
9 **Plan de travail pour la période du 01 Janvier au 31 décembre 2018** 26
9.1 Spécificités des activités FED 26
9.2 Principaux enjeux en 2018 26
10 **Conclusion** 28
11 **Annexes** 29
Annexe 1 : Budget de l'action pour l'année 2018 29
Annexe 2 : Situation détaillée des microprojets financés par le FED au 31/12/2017 30
Annexe 3 : Etudes de faisabilités en cours 33
Annexe 4: Plan d'allocation des fonds FED pour les microprojets financés à la demande des communes sur la durée du projet 38
Annexe 5 : Listes des engagements sur FED 2017 40
Annexe 6 : Photo d'un microprojet en cours 42
Annexe 7 : Zone d'intervention du projet PNDP Agropastoral FED 43

1 Résumé et contexte de l'Action

1.1 Le projet en bref

Titre	Appui du 11ème Fonds Européen de Développement (FED) au Programme National de Développement Participatif au Cameroun (PNDP-Agropastoral-FED).
Durée	48 mois
Champ géographique	- Extrême Nord : Départements de Diamaré, Mayo Kani, et Mayo Danay. - Nord : Départements de Bénoué, Faro, Mayo Rey et Mayo Louti. - Adamaoua : Départements de Vina et Mbéré. - Est : Départements de Kadey, Haut Nyong, Lom et Djérem, et Mboumba et Ngoko.
Coût total	30 000 000 EUR
Partenaires de mise en œuvre	1. Le Programme National de Développement Participatif (PNDP), placé sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) ; 2. L'Agence Française de Développement (AFD) à travers une délégation de gestion.
Groupes cibles	Communes et population des 13 départements ciblés.
Bénéficiaires finaux	Communes, population, profession agricole, institutionnels.
Objectif général	Faire du secteur rural un moteur important de l'économie nationale dans les zones d'intervention du projet afin de créer des emplois décents et des richesses pour satisfaire la demande – intérieure et extérieure – avec une gestion durable des ressources naturelles.
Objectif spécifique	Les infrastructures de base du monde rural sont durablement modernisées. Les capacités de maitrise d'ouvrage des communes sont renforcées.
Résultats escomptés	- R1: Les zones d'intervention prioritaires du projet sont désenclavées et des investissements structurants y sont réalisés. - R2: Des infrastructures visant à promouvoir le développement agro-pastoral sont réalisées à la demande de la profession et des communes. - R3: Des infrastructures socio-économiques de base sont réalisées à la demande des communes.
Etat d'avancement au 31 décembre 2017	Le présent rapport est émis 12 mois après la signature de la convention de délégation du PAGODA le 14 décembre 2016 entre l'UE et la AFD, et 5,5 mois entre la signature de la convention de financement le 14 juin 2017 entre l'AFD et la République du Cameroun, et le premier versement des fonds de l'AFD vers le PNDP intervenu le 21/11/2017. Ainsi, les principales activités réalisées visent à faciliter le démarrage du projet au niveau administratif, organisationnel (recrutement) et de lancement du volet agro-pastoral. De manière spécifique, elles concernent : - l'identification des microprojets (socio-économiques) issus des PCD devant faire l'objet d'études de faisabilités (R3); - la préparation de la mise en œuvre des investissements socio-économiques dans les

	13 départements ciblés sur la base des plans de développement communaux des communes, conformément au PTAB 2017 ; - la contribution au chantier sur la pérennisation des acquis du PNDP avec le lancement de deux études dont l'étude diagnostique sur les impacts du PNDP et l'étude sur les modalités d'internalisation et de pérennisation des acquis du PNDP financées par le C2D ; - le lancement du processus de recrutement d'un consultant pour réaliser l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale recrutement ; - le suivi des activités mises en œuvre figurant dans le PTAB 2017 sur lequel l'AFD a donné son Avis de Non Objection (ANO) ; - la levée des conditions suspensives pour permettre un premier versement dans de meilleurs délais. Les conditions suspensives font partie des procédures de l'AFD pour garantir son financement ou celui de ses délégataires ; - le financement des microprojets dont les études de faisabilités sont finalisées et approuvés par le COMES (R3); - le recrutement d'un consultant devant appuyer le Groupe de Travail Interministériel en charge de réfléchir sur la pérennisation du programme ; - le recrutement d'un consultant en charge du suivi du PNDP-FED au sein de l'AFD ; - le recrutement par l'AFD sur fonds propres d'un consultant venant évaluer le système de suivi du PNDP pour un meilleur pilotage des financements.

1.2 Le Programme National de Développement Participatif (PNDP)

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) est un mécanisme de financement décentralisé du développement local mis en place en 2004 par le Gouvernement sous la tutelle du MINEPAT. C'est un programme multi-bailleurs qui reçoit l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers (PTF), dont principalement celui de la Banque Mondiale (BM) et de l'AFD.

Conçu en trois phases de quatre ans, le PNDP est actuellement dans sa troisième phase qui est en cohérence avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) (2009) mais aussi avec les stratégies sectorielles. Il est organisé de manière à se conformer au cadre de la décentralisation et se positionne en appui à la planification participative et au cofinancement des communes pour soutenir des microprojets d'infrastructures identifiés et étudiés par les populations bénéficiaires.

Ainsi, le PNDP est mis en œuvre à trois niveaux :

- A l'échelle nationale à travers le Comité National d'Orientation et de Pilotage (CNOP). Il est chargé de l'orientation et de la supervision des activités du Programme et de la cohérence avec les politiques nationales et les stratégies sectorielles.
- A l'échelle régionale sous la supervision de la Cellule Nationale de Coordination (CNC) qui est l'organe national d'exécution chargé de gérer le Programme au quotidien. Les Cellules Régionales de Coordination (CRC) sont chargées de l'exécution du PNDP dans chaque Région et travaillent avec les communes.
- A l'échelle communale, les Communes assurent la maîtrise d'ouvrage de tous les microprojets, appuyé par le Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES), l'organe délibérant dont la compétence s'étend sur l'approbation des Plans Communaux de Développement et des microprojets soumis par les communes. Ce COMES est composé des membres du conseil municipal et des représentants des services techniques déconcentrés.

1.3 Portée de l'action

1.3.1 Logique d'intervention

Il intervient dans 93 communes des 13 départements des quatre régions cibles et vise à améliorer la croissance agricole en assurant l'accès aux marchés et aux services productifs pour les populations rurales, avec des interventions sur les routes communales, les dispositifs de conservation et de gestion de l'eau en zone pastorale, la réalisation d'ouvrages d'approvisionnement en eau et assainissement et la réalisation d'infrastructures d'entreposage et de mise en marché pour les productions agro-sylvo-pastorales.

1.3.2 Activités spécifiques et méthodologie

Pour chacun des trois résultats, un nombre limité d'activités a été défini. Elles s'inscrivent dans les trois composantes de la phase III du PNDP ci-dessous.

1.3.2.1 Composante A- Appui au développement local

Cette composante correspond à l'allocation versée aux communes pour préparer les Plans Communaux de Développement (PCD) et à cofinancer par des subventions les projets et activités initiés par les communes issues de ces PCD, ainsi qu'à la mise en place d'un volet agro-pastoral en vue de planifier, programmer et réaliser des investissements structurants de désenclavement et en appui aux filières.

Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques y compris l'accroissement de la productivité des ressources naturelles et l'augmentation des revenus des populations dans les communes.

Il est prévu de mener une étude sur la nouvelle ingénierie de planification à moyen et long terme et s'inscrivant davantage dans une logique d'aménagement du territoire prenant en compte les spécificités territoriales et d'appui aux filières locales**.** Les résultats de cette étude permettront de mettre en place une nouvelle démarche de planification en appui au transfert de compétences aux communes en matière de services agropastoraux et d'aménagement routier pour financer :

- Les investissements structurants/infrastructures de désenclavement (pistes rurales, ouvrages de franchissement principalement),
- Les filières agricoles, halieutiques, animales et végétales.

1.3.2.2 Composante B : Appui aux communes dans le cadre de la décentralisation

Cette composante du PNDP apporte un soutien pour la mise en œuvre d'activités de renforcement de capacités des communes et des acteurs locaux, des équipes des ministères déconcentrés et des prestataires de services pour leur permettre de jouer leur rôle de manière efficace par les actions suivantes :

- renforcement des capacités opérationnelles des communes.
- renforcement des capacités techniques des acteurs.
- appui à la pérennisation du PNDP.

1.3.2.3 Composante C : Coordination, gestion et suivi-évaluation

Cette composante transversale contribue à l'atteinte de l'ensemble des résultats. Elle permettra de poursuivre et de faciliter :

- la gestion technique et administrative du programme ;

- les arrangements contractuels efficaces entre les communes, les ministères sectoriels et les prestataires de services, y compris l'acquisition d'équipements nécessaires au programme ;
- la communication, le suivi et l'évaluation de la performance et des impacts financiers, environnementaux et sociaux du programme ;
- la coordination des partenaires institutionnels, en particulier par une participation au besoin dans les cadres existants et dédiés ;
- l'appui technique à la préparation des dimensions institutionnelles et juridiques de la pérennisation du dispositif d'appui avec une obligation de résultats à l'horizon 2018 concernant : (i) les modalités de l'institutionnalisation du dispositif et (ii) et les échéances de mise en œuvre.

Par ailleurs, des moyens humains dédiés au volet agropastoral sont prévus, permettant le suivi de ces nouveaux projets, la formation des acteurs communaux en charge de ces investissements, de capitaliser sur ces nouvelles pratiques et de travailler à la déclinaison des recommandations émises.

1.4 Principes et enjeux opérationnels du premier rapport annuel

L'élaboration du présent rapport a été guidée par les grands principes suivants :

- le respect de la convention d'affectation FED/2016/381-875 ;
- le suivi des activités mises en œuvre figurant dans le PTAB 2017 sur lequel l'AFD a donné son Avis de Non Objection (ANO).

Les priorités de la mise en œuvre du financement FED au PNDP au cours de la période de reporting s'articulent autour des axes suivants :

- la levée des conditions suspensives pour permettre un premier versement dans de meilleurs délais. Les conditions suspensives font partie des procédures de l'AFD pour garantir son financement ;
- l'identification des microprojets (socio-économiques) issus des PCD devant faire l'objet d'études de faisabilités (R3);
- le financement des microprojets dont les études de faisabilités sont finalisées et approuvés par le COMES (R3);
- le recrutement d'un consultant devant appuyer le Groupe de Travail Interministériel en charge de réfléchir sur la pérennisation du programme ;
- le lancement de l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale (R1, R2) ;
- le recrutement d'un consultant en charge du suivi du PNDP-FED au sein de l'AFD ;
- le recrutement par l'AFD sur fonds propres d'un consultant venant évaluer le système de suivi du PNDP pour un meilleur pilotage des financements.

2 Résultats concrets obtenus durant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017

2.1 Matrice indicative du cadre logique

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Valeurs au 31/12/2017	Sources et moyens de vérification
Objectif global: impact	Faire du secteur rural dans les zones d'intervention du projet un important moteur de l'économie nationale, qui crée des emplois décents et des richesses pour satisfaire la demande intérieure et extérieure, avec une gestion durable des ressources naturelles.	- Incidence de la pauvreté dans les zones d'intervention du PNDP-FED [** (EURF I1 N1)].	67,0 % EN		RAS	- Enquêtes SMART (tous les ans) et MIC (tous les 3 ans) - INS/BUCREP, 2013 (pauvreté)
			64,3% NO		RAS	
			54,8% AD		RAS	
			52,6 % ES		RAS	
Objectif Spécifique : Effets directs	OS: Les infrastructures du monde rural sont modernisées durablement et les capacités de maitrise d'ouvrage des communes renforcées	IOS.1. 1Temps de parcours entre les sections des routes communales réhabilités/ entretenues dans les régions du Septentrion et de l'Est ;	À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	2 études en cours ##	R1.1- IRR (inventaire des routes rurales INS/MINTP) - Monographies et Rapport du projet
		IOS.1.2 Tonnes de production agro-pastorale vendue dans les marchés des villages bénéficiaires dans les 13 départements prioritaires ciblés	À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	3	01 étude en cours ≠	- Enquêtes spécifiques au début et à la fin du projet
		IOS1.3 Documentation produite par le PNDP phase III en vue de la pérennisation des acquis du PNDP	Nombre d'études Plan d'action	1	RAS	- Enquêtes spécifiques au début et à la fin du projet
		IOS 1.4 Personnel communal et élus locaux formés pour renforcer la maitrise d'ouvrage communale	0/2017	450	RAS	Monographies et Rapport du projet

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence	Cibles	Valeurs au 31/12/2017	Sources et moyens de vérification
Résultats /produits	R1 : Les zones d'intervention prioritaires du projet sont désenclavées et des investissements structurants y sont réalisés.	IR1.1 Nombre et km de routes communales réhabilités/entretenues [* et ** (EURF I26 N2)];	À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	RAS	Plan d'actions et rapports d'activités du projet
Résultats /produits	R2: Des infrastructures visant à promouvoir le développement agro-pastoral sont réalisées à la demande de la profession et des communes dans les zones cibles du volet agro-pastoral	IR2.1 Nombre de personnes formées à la nouvelle approche de planification et programmation « filières/bassins de production » (élus locaux, personnel communal, prestataires)	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux r200 A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	RAS	Plan d'actions et rapports d'activités du projet
		IR2.2 Nombre de diagnostics territoriaux/appui aux filières réalisés	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	RAS	Plan d'actions et rapports d'activités du projet
		IR2.3 Nombre d'infrastructures pour le développement de l'élevage et de l'agriculture [*] ;	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	RAS	Plan d'actions et rapports d'activités du projet
		IR2.4 Nombre de bénéficiaire/têtes de bétail par infrastructure 0/2017	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	A déterminer lors de la faisabilité À déterminer à l'issue des diagnostics territoriaux	RAS	Plan d'actions et rapports d'activités du projet
Résultats /produits	R3: Des infrastructures socio-économiques de base issues des PCD sont réalisées à la demande des communes.	IR 3.1 Nombre d'infrastructures socio-économiques issues des PCD (par type) réalisées/réhabilitées***	0/2017	252	1	Données d'activités des CRC au 31/12/2017
		IR 3.2 Nombre de nouveaux PCD élaborés et mis à jour ***	0/2017	13	RAS	
		IR3.3 Nombre de personnes gagnant un accès pérenne à une source d'eau potable améliorée à travers cette action [** (EURF I22 N1)];***	0/2017	25 000	201	
		IR3.4 Nombre de personnes gagnant un accès à un assainissement de base à travers cette action [** (EURF I25 N1)]. ***	0/2017	300 000	0	

* *Indicateurs provenant du document de programmation PIN 11ème FED du Cameroun*

** *Indicateurs provenant du cadre de résultats de l'UE (EU Results Framework)*

≠ ≠ *Il s'agit de l'étude diagnostique sur les impacts du PNDP et l'étude sur les modalités d'internalisation et de pérennisation des acquis du PNDP financées par le C2D3. Mais le Groupe de Travail Interministériel chargé du suivi de ces études est financé par le FED. Ces études sont nécessaires et préalables pour atteindre l'objectif spécifique IOS1.3 (Documentation produite par le PNDP phase III) en vue de la pérennisation des acquis du PNDP du cadre logique ci-dessus.*

≠ *Etude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale dont le processus de recrutement d'un cabinet / Bureau d'étude est en cours.*

2.2 Commentaires sur les résultats

2.2.1 R1 : Les zones d'intervention prioritaires du projet sont désenclavées et des investissements structurants y sont réalisés.

Au cours de la période de reporting, nous n'avons relevé aucune donnée relative à ce résultat en raison de sa dépendance aux conclusions de l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale. Au 31 décembre 2017, le processus de recrutement du Bureau d'Etudes chargée de réaliser cette étude a été infructueux (octobre 2017) et le marché relancé (novembre 2017).

2.2.2 R2 : Des infrastructures visant à promouvoir le développement agro-pastoral sont réalisées à la demande de la profession et des communes dans les zones cibles du volet agro-pastoral

Dans la continuité du résultat (R1), aucune activité permettant d'obtenir un résultat n'a été réalisée au cours de la période. Les conclusions de l'étude sur la nouvelle ingénierie serviront à identifier les types et le nombre d'infrastructures à réaliser.

2.2.3 R3 : Des infrastructures socio-économiques de base issues des PCD sont réalisées à la demande des communes.

2.2.3.1 IR 3.1 Nombre d'infrastructures socio-économiques issues des PCD (par type) réalisées/ réhabilitées

Au cours de l'année 2017, une (01) infrastructure socio-économiques issues des PCD a été réalisée. Il s'agit de la construction d'un puits équipé de PMH à l'école publique de DEM 1 dans la commune de NGUELEBOK située dans le département de la Kadey, région de l'Est pour un montant de 5 303 863 F CFA, soit 8 086 euros.

2.2.3.2 IR 3.2 Nombre de nouveaux PCD élaborés et mis à jour

Aucun PCD n'a été élaboré ou mis à jour au cours de la période de reporting.

2.2.3.3 IR3.3 Nombre de personnes gagnant un accès pérenne à une source d'eau potable améliorée à travers cette action

La réalisation d'un puits équipé de PMH à l'école publique de DEM 1 bénéficie à 201 individus de ce village.

2.2.3.4 IR3.4 Nombre de personnes gagnant un accès à un assainissement de base à travers cette action

Aucun microprojet d'assainissement n'a été achevé au cours de la période de reporting. Toutefois, deux (02) microprojets sont en cours dans les communes de Kentzou de Doumé dans la région de l'Est.

3 Activités menées au cours de la période du 01/01/2017 au 31/012/2017

3.1 Composante A : Appui au développement local

3.1.1 Rappel des objectifs selon la convention de délégation

La Composante A du PNDP agropastoral-FED consiste en l'appui à la planification et au financement des investissements prioritaires des 13 départements et 93 communes ciblés FED. Cet appui comprend :

- l'appui à la planification dans les 93 communes des 13 départements du septentrion et de l'Est ciblés par le FED ;
- l'appui au financement des investissements prioritaires dans les 93 communes des 13 départements du septentrion et de l'Est ciblés par le FED ;
- l'appui à la mise en place d'une nouvelle ingénierie de planification territoriale, impliquant une étude de faisabilité du volet agro pastoral à mener, couplée à de diagnostics de bassins de production et l'élaboration de plans territoriaux de développement.

3.1.2 Rappel des objectifs du PTAB 2017

Le PTAB 2017 prévoyait la réalisation de deux principales activités suivantes :

1) le financement des infrastructures socio-économiques à la demande des communes et issus des Plans Communaux de Développement ;
2) l'appui à l'élaboration/actualisation des Plans Communaux de Développement dans certaines communes des départements cibles.

3.1.3 Présentation des activités réalisées en 2017

3.1.3.1 Financement des infrastructures socioéconomiques à la demande des communes et issus des PCD

a) <u>Elaboration d'un plan d'allocation de 5 200 000 €</u>

Un plan d'allocation pour le financement des projets issus des PCD à la demande des communes a été élaboré. L'élaboration de ce plan d'allocation d'un montant total de **5 200 000 € (3 410 940 000 FCFA)** s'est fait suivant les critères présentés dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Critères d'allocation des fonds FED aux communes

Domaine	Critère	Prise en compte du critère	Poids du critère
Etendue de la commune	Superficie	Proportionnel aux ressources à allouer	8 %
	Population	Proportionnel aux ressources à allouer	10 %
	Nombre de réfugiés	Proportionnel aux ressources à allouer	20 %
Pauvreté	Montant du dernier compte administratif validé	Répartition inversement proportionnel au montant du compte administratif	10 %
	Année de validation du dernier CA validé	Répartition inversement proportionnel à l'écart avec l'année en cours	5 %
	Existence du Projet HIMO	Répartition équitable à toutes les communes qui n'ont pas de projet HIMO	3,5 %
	Existence du Projet ASGIRAP	Répartition équitable à toutes les communes qui n'ont pas de projet ASGIRAP	3,5 %
	Montant allocation PNDP III	Répartition inversement proportionnel au montant de l'allocation initiale PNDP III	15 %
Partage égal	coût minimal des éléments de la 1ère convention et forfait pour MP	Montant de base	25 %
MONTANT TOTAL ALLOCATION			**100%**

Sur la base des clés de répartition (voir tableau 1 ci-dessus) du montant total des fonds pour le financement des microprojets à la demande des communes (5 200 000 €), trois scénarios ont été présentés pour le calcul des allocations de chacune des 93 communes appartenant aux 13 départements ciblés par le PNDP Agropastoral.

I. Scenario 1

Principe : Appliquer directement les critères sur le montant global pour obtenir l'allocation de chacune des 93 communes.

Avantages :

1) Application uniforme des critères à toutes les communes indépendamment de la Région ;
2) Absence de l'influence de l'appartenance à un département d'une commune;
3) Chacune des 93 communes dispose d'une allocation avec laquelle elle peut financer les microprojets.

Inconvénients :

1) Absence d'une prise en compte des disparités régionales ;
2) Forte dispersion intra et inter régionales des allocations ;
3) Faible niveau des allocations des communes qui n'abritent pas les réfugiés ;
4) Faible niveau de l'allocation minimale dans l'ensemble des communes.

II. Scenario 2

Principe : Constituer un basket-fund dans chaque Région en utilisant pour clé de répartition, la proportion du nombre de communes éligibles de la région sur le nombre total de communes éligibles aux financements FED (93). A ce basket-fund régional, il est appliqué les critères pour obtenir les allocations des communes de la Région.

Avantages :

1) Prise en compte des disparités régionales en termes de nombre de communes ;
2) Réduction de la dispersion intra et inter régionales des allocations ;
3) Relèvement de l'allocation minimale dans l'ensemble des communes.

Inconvénients :

1) Léger abaissement du niveau des allocations des communes abritant les réfugiés ;
2) Application régionale des critères de répartition.

III. Scenario 3

Principe : Appliquer directement les critères sur le montant global pour obtenir uniquement l'allocation des communes disposant des réfugiés.

Avantages :

1) Niveau très élevé des allocations des communes abritant les refugiés
2) Relèvement de l'allocation minimale dans ces communes.

Inconvénients :

1) Absence des allocations dans certaines communes et départements cibles ;
2) Marginalisation des communes qui ne disposaient pas des réfugiés/déplacés au moment de la collecte des informations et qui pourraient en abriter pendant la période restante de mise en œuvre du projet (3 ans) ;
3) Dispersion des allocations entre les communes abritant les réfugiés est très élevée.

SCENARIO RETENU PAR LE PROGRAMME :

Au regard des avantages et inconvénients de chaque scénario ci-dessus décrit et compte tenu des objectifs du Programme, le scénario 2 a été retenu en raison de la prise en compte de toutes communes cibles et de la faible dispersion entre les allocations des communes.

*La liste des communes avec les montants alloués est présentée en **annexe 4** du présent rapport.*

La réalisation d'un microprojet dans une commune comprend deux grandes phases à savoir la phase de préparation du microprojet ou étude de faisabilité et la phase d'exécution du microprojet ou le financement du microprojet.

b) Quarante-cinq (45) études de faisabilité en cours

Les activités réalisées en 2017 ont contribué à l'identification et au lancement de 45 études de faisabilités technique, financière, environnementale et socio-économique des microprojets devant être financées par les fonds FED pour les régions de l'Extrême-nord et du Nord. Les études de faisabilités des régions de l'Adamaoua et de l'Est seront disponibles au cours du premier semestre 2018.

L'**annexe 3** présente la liste des études de faisabilités en cours au 31 décembre 2017.

c) Cinquante-quatre (54) microprojets identifiés dont sept (07) en cours de réalisation et un (01) achevé

A la demande des communes, 54 microprojets ont été sélectionnés par les communes pour leur démarrage en 2017. Les études de faisabilités ayant aboutis à l'éligibilité de ces microprojets avaient été financés par les fonds des autres bailleurs (dont principalement les fonds IDA et le C2D2) au cours des années antérieures. Le PNDP agropastoral-FED a donc seulement financé l'exécution du microprojet.

Ces 54 microprojets se trouvent dans les régions de l'extrême-Nord, du Nord et de l'Est. L'Adamaoua a connu des retards dans la sélection des microprojets, mais rendra disponible les liste des microprojets identifiés disponible au premier trimestre 2018.

Au niveau de la phase de contractualisation, sept (07) communes de la région de l'Est (Doumé, Kentzou, Mboma, Nguelebok, Nguelemendouga, Ouli, Somalomo) ont signé des contrats avec les prestataires de services dont le démarrage est effectif au 31/12/2017. Au 31 décembre 2017, 06 projets étaient en cours et un (01) microprojet réalisé dans la commune de NGUELEBOK était achevé. Le détail des 54 microprojets est présenté en annexe 2.

Le démarrage effectif de la réalisation des 47 autres microprojets est prévu au premier trimestre 2018. Ces retards sont dus à des lenteurs rencontrées dans les différentes étapes du processus de financement des projets par le PNDP qui comporte (i) la signature de la convention entre la commune et le PNDP, (ii) la passation de marchés dont le délai moyen de 1,5 mois, (iii) le virement des fonds de la première tranche (60%) dans le compte joint préalablement ouvert par la commune.

Le tableau 3 ci-dessous présente la synthèse des réalisations des microprojets pour le compte de l'année 2017 par secteur d'activités.

Tableau 3 : Microprojets identifiés sous financement FED au 31 décembre 2017

Secteur	EN			ES			NO			Total		
	Nbre MP	F CFA	€	Nbre MP	F CFA	€	Nbre MP	F CFA	€	Nbre MP	F CFA	€
Assainissement	4	10 512 228	16 026	5	15 965 368	24 350				9	26 477 596	40 365
Education	4	88 818 807	135 403	8	173 578 529	264 740	1	21 418 571	32 667	13	283 815 907	432 675
Hydraulique	10	80 505 966	122 731	15	82 399 832	125 675	1	7 354 030	11 216	26	170 259 828	259 559
IDE	1	19 701 528	30 035	2	32 945 593	50 248				3	52 647 121	80 260
Sport et loisirs				2	66 855 306	101 967				2	66 855 306	101 920
Transport							1	15 721 199	23 978	1	15 721 199	23 967
Total général	**19**	**199 538 529**	**304 195**	**32**	**371 744 628**	**566 980**	**3**	**44 493 800**	**67 861**	**54**	**615 776 957**	**938 746**

Source: Données d'activités des CRC au 31 décembre 2017

3.1.3.2 Appui à l'élaboration/actualisation des Plans Communaux de Développement dans certaines communes des départements cibles

Aucune activité d'appui à l'élaboration/ actualisation des Plans Communaux de Développement dans les communes des départements cibles n'a été réalisée du fait du retard observé dans le démarrage effectif de activités de mise en œuvre du projet. Cette activité sera menée au cours de l'année 2018.

3.2 Composante B : Appui au processus de décentralisation

3.2.1 Rappel des activités de la composante

Conformément à la convention de délégation, la Composante B comprend deux actions subdivisées en deux grandes activités chacune :

- Appui à la pérennisation
  - Réalisation d'études en vue d'alimenter la réflexion sur la pérennisation ;
  - Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action pour la pérennisation des acquis du Programme.
- Renforcement des capacités des communes et acteurs locaux
  - Renforcement des capacités opérationnelles de 360 communes et des autres acteurs sur les thématiques classiques du Programme (planification locale, gestion communale, Sim_Ba, Pro_Adp, maintenance des ouvrages, etc.)
  - Renforcement des capacités des 93 communes et autres acteurs des 13 départements du septentrion et de l'Est ciblés par le FED, sur la nouvelle ingénierie de planification et de programmation s'appuyant sur une approche territoriale

3.2.2 Rappel des activités prévues dans le PTAB 2017

Il avait été prévu dans cette composante de mener les activités suivantes dans les communes des 13 départements cibles :

1) Réalisation de l'étude sur le développement d'une nouvelle ingénierie de planification et de programmation s'appuyant sur une approche territoriale et des diagnostics filières/bassins de production ;
2) Renforcement des capacités des communes et autres acteurs sur le déploiement de la nouvelle ingénierie ;
3) Renforcement des capacités du personnel communal et autres acteurs sur les thématiques classiques du Programme (planification, passation des marchés, etc.).

Par ailleurs, sera mobilisé sur financement FED, un consultant en appui à la réflexion du groupe de travail pérennisation mis en place.

3.2.3 Présentations des activités réalisées

3.2.3.1 L'étude sur le développement d'une nouvelle ingénierie de planification et de programmation s'appuyant sur une approche territoriale et des diagnostics filières/bassins de production

L'objectif global de cette étude est de définir, sur la base d'un état des lieux des activités du PNDP et des dynamiques en cours, une approche de concertation/planification/programmation/mise en œuvre d'investissements structurants en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, complémentaire des plans communaux de développement, en vue de mettre en place le volet agro-pastoral du PNDP.

Il s'agira plus spécifiquement de :

(i) préciser, étape par étape, le processus permettant de définir sur un territoire (type bassin de production) les principaux déterminants économiques, environnementaux, sociaux, et modes de gouvernance sur la base du/desquels on aboutirait à des choix d'investissements structurants, qui concourent à l'atteinte d'un objectif de développement durable des territoires et des filières agro-pastorales préalablement identifiées en renforçant la chaine de valeur ;
(ii) tester à titre pilote cette approche de planification dans un territoire donné et ;
(iii) de proposer un mode opératoire pour la mise en place du volet agropastoral et les modalités de son extension.

Après l'avis de non objection de l'AFD sur les TDR et l'avis à manifestation d'intérêt, six bureaux d'études de réputation internationale avaient été retenus dans le cadre d'une liste restreinte à savoir :

N°	NOM DU CONSULTANT	PAYS	ADRESSE COMPLETE
1	IDEA CONSULT	Tunisie	1053, LacII, Tunis, Tél : (+216) 70 021 700, Fax : (+216) 71 198 124 ; E-mail : idea@ideaconsult.com.tn
2	Consortium TERO/CIRAD	France	Bâtiment Hévéa2 rue Zimmermann 69007 LYON – France Tel: (0033) 0988777899 Port: (0033) 0633704079 ; Email : a.vigot@tero.coop
3	Institutions et Développement	France	27 Rue Jean-Noël PELNARD 92.260 Fontenay-aux-Roses, France ; Tél siège + 33 (0) 1 46 600 500 Email direct : fpousse@ietd.net
4	Centre Pour l'Environnement et le Développement	Cameroun	BP: 3430 Tel: +237 695 270 615 Yaoundé-Etoa Méki
5	Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement (IRAM)	France	49ème rue de la Glacière Tél : +33 (0) 1 44 08 67 67/ +33 (0)4 99 23 24 67 Email :www.iram-fr.org, c.baldoni@iram-fr.org
6	Groupement CA 17 International (Chef de file), AGRO PME et AFRICONSULT	France	5, rue Jacques Monod – 17032 LA ROCHELLE Cedex 1 ; Tél : +33 5 46 68 32 17 ; Fax : +33 5 46 00 75 66 : E-mail : central@ca17int.e

La Demande de propositions (DP) a été transmise à tous les présélectionnés, mais seule l'offre du bureau d'études IDEA CONSULT INTERNATIONAL a été reçue au PNDP. Le rapport de la sous-commission d'analyse a recommandé l'attribution technique du marché à ce soumissionnaire qui avait obtenu une note technique suffisante (74/100) pour l'ouverture de son offre financière. L'AFD a marqué son avis de non objection à cette proposition. Au 31/12/2017, l'offre financière est en cours d'analyse avant sa transmission à l'AFD pour avis de non objection.

La date de démarrage de la prestation est prévue pour Mars 2018 à l'issue de la procédure de contractualisation pour une durée de 5 mois, soit 150 jours calendaires.

3.2.3.2 Le recrutement d'un consultant en appui à la réflexion du Groupe de Travail Interministériel (GTI) en charge de réfléchir sur la pérennisation du Programme

Cette prestation prévue dans le PTAB 2017 avait pour objectif de recruter un Consultant individuel devant accompagner le GTI à animer la réflexion sur la pérennisation des acquis du PNDP d'une part, et à élaborer un plan d'actions (2018-2020) de pérennisation des acquis du PNDP, assorti des options techniques viables en appui au processus de pérennisation des activités du PNDP d'autre part.

Après l'avis de non objection de l'AFD sur les TDR du poste et à l'issue du processus de recrutement, le Consultant ABOUEM A TCHOYI David a été retenu. Les tâches spécifiques qui lui sont confiées sont les suivantes :

- Suivre la réalisation des études confiées aux consultants recrutés à cet effet ;
- Veillez à la mise en cohérence des résultats desdites études ainsi que d'autres activités identifiées et en rapport avec la pérennisation des activités du Programme ;
- Capitaliser les résultats des deux groupes de travail cités plus haut, afin d'alimenter la réflexion au niveau du GTI ;
- Animer la réflexion intersectorielle au sein du groupe de travail, et le cas échéant avec les autres parties prenantes dans une optique conduite du changement (ateliers participatifs, séances d'échanges etc.) ;
- Faciliter la préparation des sessions ;

- Veillez à la mise en œuvre des recommandations des différentes sessions;
- Sur la base des résultats des études et des travaux du GTI, appuyer le GTI dans la préparation d'un plan d'action à soumettre au Gouvernement en vue de la pérennisation des activités du PNDP;
- Réaliser toute autre activité à lui confiée par le GTI.

Au cours de l'année 2017, ce GTI a tenu six (06) sessions auxquelles ont pris part ses institutions membres, parties prenantes aux problèmes de décentralisation et de développement local d'une part, ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du PNDP dont la Banque mondiale et l'AFD d'autre part.

3.3 Composante C : Coordination, gestion, suivi-évaluation et communication

3.3.1 Rappel des activités de la composante

En dehors des activités relatives à la gestion, suivi-évaluation, cette Composante est en charge de la communication et de la visibilité de l'action à travers la mise en œuvre du plan de communication du PNDP III.

3.3.2 Rappel des activités prévues dans le PTAB 2017

Il est prévu à la Coordination Nationale de réaliser les activités suivantes avec les financements du FED au titre de cette composante dans les 93 communes des 13 départements cibles :

1) Contribution au fonctionnement du CNOP et du Groupe de Travail Interministériel chargé de réfléchir sur la pérennisation du Programme;
2) Facilitation du fonctionnement du Programme à travers le recrutement et la prise en charge du personnel recruté (agronome), l'acquisition du matériel de travail (fourniture de bureau, matériel informatique, moyen logistique, etc.);
3) Mise en œuvre des activités de communication en vue d'assurer la visibilité des activités financées à travers le FED (couverture médiatique, production d'outils de communication, etc.);
4) Suivi et coordination des activités financées.

De façon spécifique les activités prévues pour l'année 2017 consistaient à mener les activités décrites aux paragraphes ci-dessous.

3.3.3 Présentations des activités réalisées

3.3.3.1 Fonctionnement du CNOP

L'AFD et l'UE ont participé, en qualité d'observateur, à la 19ème session tenue en Mai 2017 avec comme principal objectif, la validation des PTAB 2017 du PNDP.

3.3.3.2 Recrutement d'un (01) ingénieur agronome en charge du volet agropastoral au sein du PNDP

Monsieur NYAMA ABISSAMA a été recruté à l'issue du processus de sélection d'un Ingénieur Agronome responsable Agropastoral suivant l'avis de non objection donné par l'AFD le 09/02/2018 sur le rapport combiné (CV + entretien).

Sous la coordination directe du Coordonnateur National et en collaboration avec les autres Responsables de la Cellule Nationale de Coordination, Monsieur NYAMA ABISSAMA sera en charge du développement du volet agricole au sein du PNDP. Il sera spécifiquement chargé :

- de l'encadrement technique et financier des activités à exécuter dans le cadre du projet PNDP-agropastoral ;
- d'assurer le suivi de la passation et de l'exécution des marchés afférents à cette composante en lien avec la cellule en charge de la passation des marchés du PNDP ;
- de suivre et de coordonner la mise en œuvre du volet agro-pastoral ;
- de suivre les études liées à l'ingénierie de planification, suivi de la programmation et de la mise en œuvre des projets d'investissements, organisation du renforcement des capacités à la nouvelle approche de planification et de programmation,
- de réaliser la promotion des activités agropastorales au sein des communes, en relation avec les représentants sectoriels des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage et des travaux publics ou tout autre ministère concerné,
- du suivi-évaluation des activités de communication liées au projet.

La date de prise de service est prévue pour début Avril 2018.

3.3.3.3 Mise en œuvre des activités de communication en vue d'assurer la visibilité des activités financées à travers le FED

Toutes les activités (couverture médiatique, production d'outils de communication, etc.) relatives à la mise en œuvre du projet sont détaillées au point 5 du présent rapport.

3.3.3.4 Suivi-évaluation et coordination des activités du Programme par le PNDP

Les activités de coordination et de gestion menées par le PNDP ont consisté à :

- préparer et tenir des ateliers pour la finalisation et/ou la préparation des PTAB 2017 et 2018 ;
- préparer la 20ème session du CNOP à laquelle participeront l'AFD et l'Union européenne avec pour finalité la validation des PTAB 2018 ;
- acquérir les matériels et les fournitures divers.

3.3.4 Accompagnement technique et couts de gestion de l'AFD

3.3.4.1 Mission de supervision de l'AFD sur les activités du projet.

Au cours du mois de Septembre 2017, une mission de supervision du PNDP-FED agropastoral a été réalisée par l'AFD. Les principales recommandations de cette mission et le suivi de leur mise en œuvre sont présentés au point 7 du présent rapport.

3.3.4.2 Le recrutement d'un consultant chargé de l'appui à la gestion et au suivi du projet PNDP/FED recruté depuis le 1er Août 2017 au sein de l'AFD

L'AFD a renforcé l'équipe du pôle Agriculture, Développement Rural et Biodiversité de l'Agence de Yaoundé, par le recrutement d'un consultant dédié au suivi du projet PNDP Agropastoral-FED. De manière spécifique, il est chargé d'appuyer le suivi de la bonne mise en œuvre du projet au plan technique, financier, communicationnel et de reporting.

Mobilisé depuis le 1er Août 2018, Monsieur Medang Jean Yves**,** ledit consultant, a été recruté pour une durée d'un an renouvelable 4 fois.

3.3.4.3 Le recrutement d'un consultant chargé d'appuyer la Coordination nationale du PNDP dans l'amélioration de ses processus de planification, suivi-évaluation, comptables, analyse, gestion financière et de contrôle interne

L'AFD a mobilisé sur fonds propres messieurs Vincent Follea et Remy Follea du cabinet Images et Développement basé en France pour appuyer la Coordination nationale du PNDP dans l'amélioration de ses processus de planification, de suivi-évaluation, de comptabilité, d'analyse et de gestion financière, de contrôle interne en vue de l'instauration d'une gestion efficace des différents financements dont elle dispose et d'un pilotage plus performant de ses activités.

De façon spécifique, le cabinet Images et Développement avait pour mission de :

1. Faire un état des lieux du système existant en vue d'identifier les points forts et les points faibles, et proposer une stratégie d'amélioration;
2. Renforcer les capacités, l'efficience et la performance de la Coordination du PNDP dans ses activités de planification, de suivi-évaluation, de comptabilité, d'analyse et de gestion financière, de contrôle interne et de pilotage des financements européens (FFU, FED) et C2D en proposant la réingénierie de ses procédures et la mise en place de nouveaux outils;
3. Proposer des outils permettant de mettre en œuvre certaines recommandations en matière de suivi technique et financier issues de l'évaluation du programme de 2015 (ex : Ratio structure/service);
4. Appuyer le développement de la démarche d'assurance qualité de la Coordination du Programme, notamment en termes de qualité et détail d'analyse de l'information technique et financière produite dans les rapports.

Au terme de la prestation, le cabinet Images et Développement était censé produire les résultats suivants :

a. Les mécanismes et les outils sont produits pour améliorer le système de gestion intégrée de l'information du Programme (Tompro avec une migration vers un ERP) ;
b. La Coordination du PNDP est capable de produire les plans, états et les tableaux de synthèse technico-financiers permettant la lisibilité et la traçabilité des flux (emplois et ressources) et les situations des différents financements.

Au 31 décembre 2017, un rapport provisoire a été transmis par le Consultant et les commentaires de l'AFD et du PNDP présentés au Consultant pour la finalisation du rapport.

3.3.4.4 La mise en œuvre du plan de communication et de visibilité fait l'objet d'une section dédiée.

Les activités réalisées sur le plan de la communication et de la visibilité sont détaillées au point 5 ci-après du présent rapport.

4 Difficultés rencontrées et mesures prise pour les surmonter

Aucune difficulté réelle n'a été rencontrée au cours de la période du 01/01/2017 au 31/12/2017. Toutefois, il convient de relever les faits justifiant les délais séparant la signature de la convention de délégation entre la DUE et l'AFD (14/12/2016) et le démarrage des activités au niveau du PNDP en Novembre 2017.

4.1 Six (06) mois pour la signature de la convention de financement entre l'AFD et la République du Cameroun

Dans le respect des procédures internes à l'AFD et de négociation avec le gouvernement, il s'est écoulé cinq mois entre la signature de la convention de délégation entre la DUE et l'AFD (le 14/12/2016) et la signature de la convention de financement entre l'AFD et la République du Cameroun (le 14/06/2017). Ce délai (relativement important du fait des lourdeurs administratives) a permis à l'AFD de réaliser les différentes phases de formulation, négociation et signature de la convention de financement dédiée.

4.2 Cinq (05) mois pour la levée des conditions suspensives au premier versement

Dans la perspective d'une maîtrise de risque fiduciaire et la gestion optimale des financements FED, la convention d'affectation du 14 Juin 2017 entre l'AFD et la République du Cameroun a mentionné en son annexe 4, les conditions suspensives au premier décaissement des fonds de l'AFD vers le PNDP suivant :

a) Signature et entrée en vigueur de la Convention de Délégation entre l'Agence et l'Union Européenne ;
b) Réception effective par l'Agence des fonds délégués de l'Union Européenne conformément aux stipulations de la Convention de Délégation ;
c) Avis de non objection de l'AFD sur les Manuels de Procédures ;
d) Avis de non objection de l'AFD sur le Plan de travail et le budget annuel 2017 ;
e) Remise par le Bénéficiaire des documents suivants :
   (i) une attestation signée par un représentant habilité de la Banque Teneuse de Compte certifiant l'ouverture des deux Comptes du Projet conformément à l'Article 3.2 (a) précisant les détails bancaires des Comptes du Projet ;
   (ii) un certificat d'un représentant dûment habilité du Bénéficiaire listant la ou les personne(s) chargée(s) de signer, au nom du Bénéficiaire, les demandes de Versement et les attestations au titre de la Convention, ou de prendre les mesures ou de signer les autres documents autorisés ou requis du Bénéficiaire en vertu de la Convention, ainsi que le spécimen authentifié de la signature de chacune de ces personnes.

L'AFD a attesté de la réalisation de toutes les conditions suspensives le 19 Octobre 2017 par un avis de non objection et le premier décaissement a été effectué le 21/11/2017.

4.3 Faible mobilisation de bureaux d'études pour réaliser l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification

Il a été relevé que les bureaux d'études et les cabinets-conseil n'avaient manifesté un intérêt pour réaliser l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale dont l'importance est cruciale pour l'atteinte des résultats R2 et R3 du projet. Conformément aux procédures en vigueur, le processus a été relancé, induisant ainsi un rallongement des délais liés à la passation de ce marché.

5 Mise en œuvre du plan de communication et de visibilité

5.1 Rappel des objectifs du plan de communication

Le plan de communication du projet FED-Agropastoral vise les objectifs suivant :

1) L'information des populations des zones ciblées sur l'appui (financement du développement local/investissements réalisés et appui à la maîtrise d'ouvrage) apporté par le Projet dans leurs communes ;
2) La sensibilisation des acteurs locaux et du gouvernement sur l'importance du volet agro-pastoral dans l'élargissement de l'offre de services du PNDP et du rôle joué par le secteur rural dans le développement des territoires ciblés ;
3) La sensibilisation des communes et de la profession agricole en vue de leur implication dans une méthode de planification complémentaire des plans communaux de développement ;
4) La communication sur la nécessaire poursuite du renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale dans le cadre du processus de décentralisation en cours ;
5) L'information sur les enjeux et perspectives de pérennisation des acquis du dispositif PNDP ;
6) La visibilité de l'Union européenne et du partenariat entre l'AFD et l'UE sur ce Projet.
7) La communication sur les impacts du Projet et ses résultats.

5.2 Rappel des objectifs de communication pour 2017

Pour le compte du PTBA 2017, la communication visait à informer les acteurs institutionnels des missions et activités du PNDP à travers :

- le magazine institutionnel bilingue LES ECHOS DU PNDP.
- les outils et supports de communication VIP et grand public.

5.3 Action de communication et de visibilité réalisées en 2017

5.3.1.1 Ouverture d'une fenêtre consacrée au projet agropastoral dans le site internet du PNDP

Le site internet du PNDP a été modernisé au cours du troisième trimestre 2017. Une fenêtre a été dédiée au PNDP agropastoral. Les dispositions sont prises pour que toutes les activités du PNDP Agropastoral-FED soient publiées dans ce site (http://www.pndp.org/operations-specifiques.php?categorie=22).

5.3.1.2 Publication dans les journaux à grande lecture des Demandes de Propositions financées par le FED

Toutes les étapes relatives au recrutement du consultant d'appui au GTI et le consultant chargé de réaliser l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale ont été publiée dans les journaux de grande audience parmi lesquels Cameroon-Tribune avec la mention que l'activité est réalisée *avec l'aide financière de l'Union européenne*. Il en est de même de la couverture médiatique de la cérémonie de signature de la convention de financement N° CCM 1439 02S à laquelle a pris part l'UE.

Pour l'information du grand public, l'information sur cette cérémonie est traitée dans la parution n°16 de LES ECHOS DU PNDP, spécifiant que le projet PNDP-Agropastoral est financé par l'union Européenne.

6 Informations sur les coûts exposés

Elles portent sur les différentes conventions signées à partir du Plan d'allocation des fonds FED pour les microprojets financés à la demande des communes.

Le tableau 3 ci-dessous présente la situation des coûts exposés par l'activité au PNDP par région.

Tableau 3 : Synthèse des coûts exposés

Région	Etudes de faisabilités	Micro-projets	Montant engagé en euros	Montant engagé en F CFA
Adamaoua	7	9	645 742	423 579 245
Est		11	843 954	553 597 388
Extrême-nord		27	430 450	282 356 813
Nord		5	144 470	94 766 302
Fonctionnement PNDP	-	-	81 214	94 766 302
Consultant d'appui à l'AFD	-	-	14 311	9 387 225
Total	7	52	2 160 141	1 458 453 275

L'**annexe 5** présente la situation détaillée par région et par commune ainsi les coûts relatifs au fonctionnement.

7 Résumé des contrôles et audit réalisés

7.1 Missions d'audit

Aucun audit (externe ou interne) n'a été réalisé au cours de la période sous revue en ce qui concerne le projet FED-Agropastoral. Cette absence d'audit est justifiée par le fait que la période du 01/01/2017 au 31/12/2017 constitue la première année de mise en œuvre des activités du projet, et les délais observés dans le premier versement intervenu le 21/11/2017.

Toutefois, il a été convenu entre le PNDP et l'AFD que KPMG réalisera un audit des fonds du projet pour le compte de l'exercice 2017.

7.2 Mission de supervision

En septembre 2017, l'AFD et le PNDP ont réalisé une mission de supervision sur le projet PNDP agropastoral dont les principales recommandations en lien avec le PNDP-FED sont rappelées dans l'encadré ci-dessous.

Tableau 5 : Recommandations à l'issue de la mission de supervision PNDP-AFD de septembre 2017

CCM1439-PNDP3	*Échéance*	*Acteurs*
Pérennisation des acquis du PNDP		
Transmettre à l'AFD et la BM un chronogramme actualisé des études pérennisation et travaux du groupe de travail dédié.	15 novembre 2017	PNDP
Préparation et réalisation de la revue à mi-parcours du chantier pérennisation en lien avec le groupe de travail et les PTF.	janvier/février 2018	PNDP/AFD/BM
Conformément aux recommandations du MINADT, intégrer les grandes étapes du plan d'action pérennisation au chronogramme de la stratégie décentralisation 2018-2022 lorsque celle-ci sera validée.	Permanent	PNDP / GTI
Améliorer de façon significative les modalités actuelles de mise en œuvre du plan de communication sur le projet.	Immédiat et permanent	PNDP
Démarrage du PNDP Agropastoral		
Demande d'ANO sur la proposition d'AO restreint pour la réalisation de l'étude de faisabilité du volet agro-pastoral.	9 octobre 2017	PNDP
Transmission à l'AFD pour information de l'offre technique et financière du cabinet à recruter sur financement banque mondiale pour la mise en place d'un plan d'action genre à intégrer aux manuels de procédures.	10 octobre 2017	PNDP
Levée des conditions suspensives au premier décaissement: délivrance d'ANO sur les manuels de procédure.	Avant 15 octobre 2017	PNDP/AFD
Demande d'ANO relative aux recrutements des postes de l'ingénieur agronome en charge du suivi du projet et du comptable en vue d'une prise de poste au 1er novembre 2017.	Avant le 20 octobre	PNDP
Une réunion de présentation de l'état d'avancement du projet à la DUE sera organisée par l'AFD.	31 octobre 20172017	AFD
Validation du rapport de la mission d'appui à l'amélioration du suivi technique et financier du PNDP III.	15 novembre 2017	PNDP/AFD

Le suivi de la mise en œuvre des recommandations révèle un taux de mise en œuvre de 90% au 31 décembre 2017. L'activité en cours de mise en œuvre concerne la *Préparation et réalisation de la revue à mi-parcours du chantier pérennisation en lien avec le groupe de travail et les PTF dont l'échéance est en Janvier-Février 2018.*

8 Rapport financier de l'Action

Ce résumé ne tient pas compte de la rémunération de l'AFD représentant les coûts de gestion indirects pour un montant de 2 100 000 €, soit 7% du budget de l'action (30 000 000 €).

Toutefois, ce rapport présente l'exécution de la somme de 137 383 € relatif l'accompagnement technique dont bénéficie l'AFD pour la mise en œuvre du projet.

8.1 Paiement de la DUE à l'AFD

Après la signature de la convention de délégation entre la DUE et l'AFD, la DUE a effectué un versement de 10 000 000 € à l'AFD en début d'année 2017. Aucun autre versement

8.2 Résumé de l'exécution du budget de l'année 2017

8.2.1 Versements effectués par l'AFD au PNDP

Au titre de l'exercice 2017, l'AFD a effectué un versement de 2,8 M€ au PNDP le 21/11/2017.

8.2.2 Engagements contractés

Les engagements s'élèvent à 2 160 142 € soit 8% du montant total de l'action (hors rémunération AFD)[2].

8.2.3 Décaissements effectués

En ce qui concerne les décaissements, on a observé un montant total de **303 718 euros,** soit un taux de décaissement de 1% par rapport à l'enveloppe globale hors rémunération AFD.

Le tableau d'exécution budgétaire est présenté à la page suivante.

[2] Les calculs fait concernent le montant de 28 037 383 euros qui comprend le montant de l'action et les charges liées au Consultant d'appui à l'AFD.

8.3 Etat d'exécution budgétaire du PNDP FED agropastoral pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Tableau 6: Etat d'exécution budgétaire du PNDP FED agropastoral pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017

DESCRIPTION	Budget contractualisé		Budget Année 2017		Engagement		Décaissements	
	F CFA	EURO	F CFA	EURO	F CFA	EURO	F CFA	EURO
INVESTISSEMENT (I)	**16 267 733 600**	**24 800 000**	2 408 011 196	**3 670 995**	**1 354 286 461**	**2 064 596**	**139 708 789**	**212 985**
Composante 1: Appui au développement			1 151 206 716	**1 755 006**	**1 354 286 461**	**2 064 596**	**139 708 789**	**212 985**
A1: Appui à la planification dans les 10 régions et financement des investissements prioritaires des communes dans les régions (PCD)	-	-	-		-	-	-	-
A2: Appui à la planification et au financement des investissements des 13 départements ciblés FED	-	-	-		282 349 445	430 439	-	-
A2: 1. Aménagements structures/Désenclavements	9 314 589 400	14 200 000	131 051 481	199 787	-	-	-	-
A2: 2. Appui filières agropastorales	1 902 275 300	2 900 000	200 079 043	305 019	-	-	-	-
A2: 3. Infrastructures socio-économiques sont réalisées à la demande des communes	3 410 976 400	5 200 000	820 076 191	1 250 200	1 071 937 016	1 634 157	139 708 789	212 985
Composante 2: Appui au processus de décentralisation			1 256 804 480	1 915 989	-	-	-	-
Appui à la pérennisation	131 192 712	200 002	32 798 456	50 001	-	-	-	-
Renforcement des capacités des communes et acteurs locaux	1 508 699 788	2 299 998	180 071 729	274 518	-	-	-	-
Déploiement d'une ingénierie de planification territoriale	-	-	-		-	-	-	-
FONCTIONNEMENT (II)	2 033 466 700	3 100 000	1 043 934 295	1 591 470	53 273 200	81 214	50 129 469	76 422
Composante 3: Coordination, gestion suivi-évaluation et communication			521 967 148	795 735	-	-	-	-
Coordination, gestion suivi-évaluation et communication	1 967 871 000	3 000 000	491 967 000	750 000	53 273 200	81 214	50 129 469	76 422
Visibilité de l'action	65 595 700	100 000	30 000 148	45 735	-	-	-	-
Sous-Total (I + II)	**18 301 200 300**	**27 900 000**	**3 451 945 492**	**5 262 465**	**1 407 559 661**	**2 145 811**	**189 838 258**	**289 407**
Accompagnement technique (AFD Yaoundé) (III)	**90 117 341**	**137 383**			**9 387 225**	**14 311**	**9 387 225**	**14 311**
% AFD Rémunération (Coûts	**1 287 392 359**	**1 962 617**						
TOTAL	**19 678 710 000**	**30 000 000**	**3 451 945 492**	**5 262 465**	**1 416 946 886**	**2 160 122**	**199 225 483**	**303 718**

N.B : *Les décaissements de 2017 au niveau du PNDP ont été préfinancés par les fonds C2D2 à hauteur de 289 407 Euros*

9 Plan de travail pour la période du 01 Janvier au 31 décembre 2018

9.1 Spécificités des activités FED

Deuxième année de la 3ème phase sous financement FED, l'année 2018 va connaître une mise en œuvre du PNDP Agropastoral marquée par les spécificités suivantes :

- Le financement des infrastructures socio-économiques à la demande des communes et issues des Plans Communaux de Développement. Le plan d'allocation sur ressources FED privilégie les communes victimes de l'afflux massif des réfugiés/déplacés et de la crise sécuritaire ;
- Le financement de l'élaboration de diagnostics et plans territoriaux ;
- Le financement du développement d'une méthodologie de planification selon l'approche territoriale ;
- Le renforcement des capacités des communes et autres acteurs sur le déploiement de la nouvelle ingénierie;
- Le renforcement des capacités du personnel communal et autres acteurs sur les thématiques classiques du Programme (planification, passation des marchés, etc.);
- Le paiement des honoraires du consultant en appui à la réflexion du groupe de travail pérennisation mis en place ;
- La contribution au fonctionnement du Groupe de Travail Interministériel en charge de réfléchir sur la pérennisation du Programme;
- La facilitation du fonctionnement du Programme à travers le recrutement et la prise en charge du Responsable agropastoral, l'acquisition du matériel de travail (fourniture de bureau, matériel informatique, moyen logistique, etc.);
- La mise en œuvre des activités de communication en vue d'assurer la visibilité des activités financées à travers le FED (couverture médiatique, production d'outils de communication, etc.);
- Le suivi et coordination des activités financées.

9.2 Principaux enjeux en 2018

9.2.1 Objectifs globaux opérationnels

Les activités programmées et budgétisées pour l'année 2018 sont cohérentes avec les outils de pilotage du PNDP agropastoral (document de projet, convention de financement, manuel de procédure). A cet effet, les activités programmées vont contribuer entre autres dans les communes cibles à:

- favoriser qu'au moins 30% des investissements publics soient issus du PCD;
- permettre que le pourcentage des communes ayant soumis leurs comptes financiers à la chambre des comptes soit au moins de 30%;
- définir une méthodologie pour une ingénierie de planification territoriale basée sur les bassins de production ;
- Identifier les bassins de production dans les treize départements concernés par le financement du 11ème FED ;
- poursuivre la mise en œuvre des projets issus des PCD dans les 93 communes des 13 départements cibles des régions septentrionales et l'Est, dans le cadre du PNDP agropastoral sous financement du 11ème FED ;
- recruter le personnel pour la mise en œuvre du volet agro-pastoral ;
- poursuivre les travaux du groupe de travail interministériel sur la pérennisation des acquis du PNDP ;

- promouvoir la transparence budgétaire (élaboration budget simplifié, facilitation et discussion entre les communautés et la commune) ;
- assurer la communication et la visibilité des résultats des actions sur financement 11ème FED (Branding et renouvellement de la signalétique, Production d'outils et supports de communication VIP et grand public, Organisation des voyages de presse) ;
- assurer la réalisation les autres conditions nécessaires au suivi optimal du projet (dispositif de suivi-évaluation des financements FED, recrutement ingénieur agronome, rapport semestriel d'activités, rapport d'audit 2017…).

La répartition par catégorie du budget global du PNDP sur fonds FED est de :

- Catégorie 1 « Investissement »: 2 214 239 661 F CFA (3 375 623 euros) soit 87,79%;
- Catégorie 2 « Fonctionnement »: 308 075 654 F CFA (469 663 euros) soit 12,21%.

Tableau 7: Budget global du PNDP FED en 2018 par catégorie

Catégorie	FED	
	FCFA	Euros
Investissement	**2 214 239 661**	**3 375 623**
Fonctionnement	**308 075 654**	**469 663**
Total	**2 522 315 315**	**3 845 286**

10 Conclusion

Le projet PNDP-Agropastoral 11ème FED a démarré ses activités avec la mobilisation des différentes parties prenantes pour sa mise en œuvre et ce, malgré les délais observés pour la formalisation, la négociation et la signature de la convention de financement entre l'AFD et la République du Cameroun d'une part, la levée des conditions suspensives au premier versement d'autres part.

Les activités mises en œuvre dans le cadre du PNDP-Agropastoral 11ème FED ont été en grande partie conformes à la description de l'action initialement fixée.

L'objectif premier de la période à venir sera la finalisation du processus de passation du marché portant sur l'étude sur la nouvelle ingénierie de planification territoriale, son expérimentation dans un territoire pilote, et l'identification des territoires cible pour la mise en œuvre du volet agro-pastoral en vue de la réalisation des investissements de désenclavement et d'appui aux filières en 2019 (R1, R2).

L'autre chantier principal sera la poursuite de la réflexion sur la pérennisation des acquis du PNDP, censée aboutir à la préparation d'un plan d'action stratégique fin 2018/début 2019. Par ailleurs, les activités classiques de financement des micro-projets socio-économiques et de renforcement des capacités des communes se poursuivront.

11 Annexes

Annexe 1 : Budget de l'action pour l'année 2018

DEPENSES ELIGIBLES	Coût total	Année 2018
1. INVESTISSEMENT	Euro 24 800 000	Euro 3 375 622
R.1: Les zones d'intervention du projet sont désenclavées et des investissements structurants y sont réalisés.	**15 033 333**	**482 386**
Composante A : Appui au développement local - A2.1 Aménagements structurants / Désenclavement	14 200 000	-
Composante B : Appui au processus de décentralisation - Appui à la pérennisation	66 667	
- Renforcement des capacités des communes et acteurs locaux	766 666	482 386
R.2: dans les zones cibles du volet agropastoral, des infrastructures visant à promouvoir le développement agro-pastoral sont réalisées à la demande de la profession et des communes.	**3 733 333**	**482 386**
Composante A : Appui au développement local - A2.2 Appui filières agropastorales	2 900 000	-
Composante B : Appui au processus de décentralisation - Appui à la pérennisation	66 667	
- Renforcement des capacités des communes et acteurs locaux	766 666	482 386
R.3: Des infrastructures socio-économiques de base sont réalisées à la demande des communes.	**6 033 334**	**2 410 850**
Composante A : Appui au développement local - A2.3 Infrastructures socio-économiques réalisées à la demande des communes	5 200 000	1 928 464
Composante B : Appui au processus de décentralisation - Appui à la pérennisation	66 668	
- Renforcement des capacités des communes et acteurs locaux	766 666	482 386
2. FONCTIONNEMENT	3 100 000	469 663
Composante C : Coordination gestion suivi-évaluation et communication	3 000 000	421 982
Communication et visibilité de l'action	100 000	47 681
TOTAL PNDP	27 900 000	3 845 285
Accompagnement technique (AFD Yaoundé)	**137 383**	**34 346**
% AFD Rémunération (Coûts de gestion indirects)	**1 962 617**	**-**
TOTAL	**2 100 000**	**34 346**

Annexe 2 : Situation détaillée des microprojets financés par le FED au 31/12/2017

N°	Région	Département	Commune	Localité (village ou quartier)	Libellé microprojet	Secteur	Cout total du microprojet en F CFA	Cout total en Euro	Date de validation par le COMES	Etat de mise en œuvre
1	EN	Diamare	Maroua Ier	Bao Hosséré	Construction d'un bloc de 02 salles de classe équipées à l'EP Bao Hosséré	Education	21 184 184	32 310	29/03/2017	Non démarré
2	EN	Diamare	Maroua Ier	Bao Hosséré	Construction d'un bloc de latrines à trois compartiments à l'EP Bao Hosséré	Assainissement	2 634 359	4 018	29/03/2017	Non démarré
3	EN	Mayo kani	Moulvoudaye	Hourgoum	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Hourgoum	Hydraulique	8 939 508	13 634	22 /09/2017	Non démarré
4	EN	Mayo kani	Moulvoudaye	Goumlaye	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP de Goumlaye	Hydraulique	8 939 508	13 634	22 /09/2017	Non démarré
5	EN	Mayo kani	Moulvoudaye	Kadaye Djamboutou	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Kadaye Djamboutou	Hydraulique	8 939 508	13 634	22 /09/2017	Non démarré
6	EN	Diamare	Bogo	Madide Siratare	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Madidé Sirataré	Hydraulique	8 576 333	13 081	24 /09/2017	Non démarré
7	EN	Diamare	Bogo	Guinlaye Guizigare	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Guinlaye guizigaré	Hydraulique	8 557 811	13 052	24 /09/2017	Non démarré
8	EN	Diamare	Bogo	Guinlaye Moufoure	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Guinlaye moufouré	Hydraulique	8 557 811	13 052	24 /09/2017	Non démarré
9	EN	Diamare	Bogo	Guinlaye	Réhabilitation d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP Guinlaye	Hydraulique	2 145 761	3 273	24 /09/2017	Non démarré
10	EN	Diamare	MERI	Guivel	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Guivel (Végé)	IDE	19 701 528	30 049	22 /09/2017	Non démarré
11	EN	Diamare	MERI	Godola Garey	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Godola Garey	Hydraulique	9 243 402	14 098	22 /09/2017	Non démarré
12	EN	Mayo danay	Yagoua	Souaye Dana	Construction d'un bloc de deux salle de classe à l'EP de Souaye Dana	Education	22 654 496	34 552	22 /09/2017	Non démarré
13	EN	Mayo danay	Yagoua	Souaye Dana	Construction d'un bloc de latrines à trois compartiments à l'EP Souaye Dana	Assainissement	2 625 015	4 004	22 /09/2017	Non démarré
14	EN	Mayo danay	Yagoua	Kao Galak	Construction d'un bloc de deux salle de classe à l'EP de Kao Galak	Education	22 490 063	34 302	22 /09/2017	Non démarré
15	EN	Mayo danay	Yagoua	Kao Galak	Construction d'un bloc de latrines à trois compartiments à l'EP Kao Galak	Assainissement	2 626 427	4 006	22 /09/2017	Non démarré
16	EN	Mayo danay	Yagoua	Vounsia	Construction d'un bloc de deux salle de classe à l'EP bilingue de Vounsia	Education	22 490 063	34 302	22 /09/2017	Non démarré

N°	Région	Département	Commune	Localité (village ou quartier)	Libellé microprojet	Secteur	Cout total du microprojet en F CFA	Cout total en Euro	Date de validation par le COMES	Etat de mise en œuvre
17	EN	Mayo danay	Yagoua	Vounsia	Construction d'un bloc de latrines à trois compartiments à l'EP bilingue de Vounsia	Assainissement	2 626 427	4 006	22 /09/2017	Non démarré
18	EN	Mayo danay	Yagoua	Kao Galak	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP de Kao Galak	Hydraulique	8 303 163	12 664	22 /09/2017	Non démarré
19	EN	Mayo danay	Yagoua	Vounsia	Construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à l'EP de Vounsia	Hydraulique	8 303 163	12 664	22 /09/2017	Non démarré
20	ES	Haut-nyong	Angossas	MBA	Construction d'un puits équipé de PMH à l'Ecole Maternelle de MBA	Education	5 715 393	8 717	22/04/2017	Non démarré
21	ES	Haut-nyong	Angossas	ESSENG 1	Construction d'un puits équipé de PMH à ESSENG 1	Hydraulique	5 715 393	8 717	22/04/2017	Non démarré
22	ES	Haut-nyong	Angossas	KONAKE	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe avec bloc administratif tous équipés à l'école publique de KONAKE	Education	20 815 159	31 747	22/04/2017	Non démarré
23	ES	Haut-nyong	Angossas	KONAKE	Construction d'un bloc latrines à trois (03) compartiments à l'école publique de KONAKE	Assainissement	2 795 750	4 264	22/04/2017	Non démarré
24	ES	Haut-nyong	Dimako	GRAND POL	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées au lycée de GRAND POL	Education	20 985 408	32 007	06/04/2017	Non démarré
25	ES	Haut-nyong	Dimako	GRAND POL	Construction d'un bloc latrine à trois (03) compartiments au lycée de GRAND POL	Assainissement	3 131 681	4 776	06/04/2017	Non démarré
26	ES	Haut-nyong	Dimako	DIMAKO	Construction d'un puits équipé de PMH au CMA de DIMAKO	Hydraulique	5 430 297	8 282	06/04/2017	Non démarré
27	ES	Haut-nyong	Doume	DOUME	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe équipées avec bloc administratif à l'école publique bilingue de DOUME Centre administratif	Education	25 636 231	39 100	13/04/2017	En cours
28	ES	Haut-nyong	Doume	DOUME	Construction d'un bloc latrines à trois (03) compartiments à l'école publique bilingue de DOUME Centre administratif	Assainissement	3 031 175	4 623	13/04/2017	Non démarré
29	ES	Kadey	Kentzou	KENTZOU	Aménagement d'un terrain de Hand-Ball et de Lawn tennis à KENTZOU	Sport et loisirs	49 080 791	74 857	30/03/2017	Non démarré
30	ES	Kadey	Kentzou	KENTZOU	Construction d'un bloc administratif au complexe sportif de KENTZOU	Sport et loisirs	17 774 515	27 109	30/03/2017	En cours
31	ES	Kadey	Kentzou	KENTZOU	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe avec bloc administratif tous équipés à l'école publique bilingue de KENTZOU	Education	23 766 662	36 249	30/03/2017	Non démarré
32	ES	Kadey	Kentzou	KENTZOU	Construction d'un bloc latrines à trois (03) compartiments à l'école publique bilingue de KENTZOU	Assainissement	3 904 906	5 956	30/03/2017	Non démarré
33	ES	Haut-nyong	Mboma	MBAME 2	Réhabilitation du puits équipé de PMH de MBAME 2 (Baboud)	Hydraulique	3 534 123	5 390	20/04/2017	Non démarré
34	ES	Haut-nyong	Mboma	KAK 2	Construction d'un puits équipé de PMH à KAK 2	Hydraulique	6 128 054	9 346	20/04/2017	Non démarré
35	ES	Haut-nyong	Mboma	BENGOND CHI AFOUM	Construction d'un puits équipé de PMH à BENGOND CHI AFOUM	Hydraulique	6 128 054	9 346	20/04/2017	Non démarré
36	ES	Haut-nyong	Mboma	MBOMA	Construction d'un puits équipé de PMH au campement municipal	Hydraulique	6 128 054	9 346	20/04/2017	En cours

N°	Région	Département	Commune	Localité (village ou quartier)	Libellé microprojet	Secteur	Cout total du microprojet en F CFA	Cout total en Euro	Date de validation par le COMES	Etat de mise en œuvre
					de MBOMA					
37	ES	Haut-nyong	Mboma	NGOUMOU	Construction d'un puits équipé de PMH à NGOUMOU	Hydraulique	6 128 054	9 346	20/04/2017	Non démarré
38	ES	Kadey	Ndelele	NGAKO	Réhabilitation d'un puits équipé de PMH à NGAKO	Hydraulique	2 920 007	4 454	28/03/2017	Non démarré
39	ES	Kadey	Ndelele	MINDOUROU	Construction d'un bloc administratif au Lycée de MINDOUROU	Education	27 909 483	42 567	28/03/2017	Non démarré
40	ES	Kadey	Nguelebok	DEM 1	Construction d'un puits équipé de PMH à l'école publique de DEM 1	Hydraulique	5 303 863	8 089	04/04/2017	Achevé
41	ES	Kadey	Nguelebok	DEM 1	Construction d'un bloc deux (02) salles de classe avec bloc administratif tous équipés à l'école publique de DEM 1	Education	20 072 091	30 614	04/04/2017	Non démarré
42	ES	Kadey	Nguelebok	DEM 1	Construction d'un bloc latrine à trois (03) compartiments à l'école publique de DEM 1	Assainissement	3 101 856	4 731	04/04/2017	Non démarré
43	ES	Haut-nyong	Nguelemendouka	EBAH	Construction d'un puits équipé de PMH à EBAH	Hydraulique	5 754 777	8 777	18/04/2017	Non démarré
44	ES	Haut-nyong	Nguelemendouka	NKOLBANA II	Construction d'un puits équipé de PMH à NKOLBANA II	Hydraulique	5 754 777	8 777	18/04/2017	Non démarré
45	ES	Haut-nyong	Nguelemendouka	KOSMADI 2	Construction d'un puits équipé de PMH à KOSMADI 2	Hydraulique	5 783 631	8 821	18/04/2017	En cours
46	ES	Haut-nyong	Nguelemendouka	KOUMBAMBANG	Construction d'un puits équipé de PMH à KOUMBAMBANG	Hydraulique	5 783 631	8 821	18/04/2017	Non démarré
47	ES	Haut-nyong	Nguelemendouka	MIAMBO	Construction d'un puits équipé de PMH à l'école publique de MIAMBO	Hydraulique	5 783 631	8 821	18/04/2017	Non démarré
48	ES	Kadey	Ouli	OULI	Construction d'un puits équipé de PMH à BENDABOU-OULI	Hydraulique	6 123 488	9 339	01/04/2017	En cours
49	ES	Kadey	Ouli	OULI	Construction d'un Bloc de cinq (05) boutiques N°1 au centre commercial de Ouli	IDE	16 472 797	25 124	01/04/2017	Non démarré
50	ES	Kadey	Ouli	OULI	Construction d'un Bloc de cinq (05) boutiques N°2 au centre commercial de Ouli	IDE	16 472 797	25 124	01/04/2017	Non démarré
51	ES	Haut-nyong	Somalomo	SOMALOMO	Construction d'un bloc administratif au CETIC de SOMALOMO	Education	28 678 100	43 739	25/04/2017	En cours
52	NO	Bénoué	Garoua 3	Sanguéré Ngal	Construction d'un forage équipé de PMH au CES de Sanguéré Ngal	Hydraulique	7 354 030	11 216	25/08/2017	Non démarré
53	NO	Bénoué	Baschéo	Badjabou	Construction d'un ouvrage de franchissement à Badjabou	Transport	15 721 199	23 978	07/09/2017	Non démarré
54	NO	Bénoué	Barndaké	Sabongari Ouro-Garga	Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP de Sabongari Ouro Garga	Education	21 418 571	32 667	11/08/2017	Non démarré

Annexe 3 : Etudes de faisabilités en cours

N°	Région	Département	Commune	Libellé de l'étude de faisabilité	Montant en F CFA	Montant en euros	Prestataire	Date de début	Date de fin
1	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un abattoir municipal					
2	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un forage équipé de PMH a l'abattoir					
3	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un bâtiment à usage de CSI					
4	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un forage équipe d PMH au CSI					
5	NO	Mayo Rey	Touboro	Equipement CSI					
6	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un bâtiment à usage de CSI					
7	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un forage équipe d PMH au CSI					
8	NO	Mayo Rey	Touboro	Equipement CSI					
9	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un bloc de deux salles de classe					
10	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un forage équipe d PMH					
11	NO	Mayo Rey	Touboro	Equipement en tables-bancs et bureaux maitres					
12	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un bloc de deux salles de classe					

N°	Région	Département	Commune	Libellé de l'étude de faisabilité	Montant en F CFA	Montant en euros	Prestataire	Date de début	Date de fin
13	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un forage équipe d PMH					
14	NO	Mayo Rey	Touboro	Equipement en tables-bancs et bureaux maitres	750 000	1145	OUSMANOU MOUSSA		
15	NO	Mayo Rey	Touboro	Construction d'un forage équipe d PMH					
16	NO	Mayo Rey	Touboro	Equipement en tables-bancs et bureaux maitres					
17	NO	Faro	BEKA	Construction des latrines dans les écoles primaires					
18	NO	Faro	BEKA	Construction des latrines dans les écoles primaires					
19	NO	Faro	BEKA	Construction des latrines dans les écoles primaires					
20	NO	Faro	BEKA	Construction des latrines dans les écoles primaires					
21	NO	Faro	BEKA	Construction des latrines dans les écoles primaires					
22	NO	Faro	BEKA	Construction des latrines dans les écoles primaires					
23	NO	Faro	BEKA	Construction des boutiques au marché					
24	NO	Mayo Louti	Mayo-Oulo	Construction d'un parc vaccinogène					
25	NO	Mayo Louti	Mayo-Oulo	Construction d'un puits pastoral	425 000	649	FOUKA ALIBOU		

N°	Région	Département	Commune	Libellé de l'étude de faisabilité	Montant en F CFA	Montant en euros	Prestataire	Date de début	Date de fin
26	NO	Mayo Louti	Mayo-Oulo	Construction d'un puits pastoral	425 000	649	FOUKA ALIBOU		
27	NO	Mayo Louti	Mayo-Oulo	Construction d'un magasin					
28	NO	Bénoué	Garoua III	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classes et construction d'un bloc de latrine a quatre cabines					
29	NO	Bénoué	Garoua III	Construction d'un forage équipé de PMH					
30	NO	Bénoué	Garoua III	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classes et construction d'un bloc de latrine a quatre cabines	405 780	620	MOUPAYI ABRAHAM		
31	NO	Bénoué	Garoua III	Construction et équipement de d'un bloc de deux salles de classe	405 780	620	MOUPAYI ABRAHAM		
32	NO	Bénoué	Garoua III	Construction d'un forage équipé de PMH	405 780	620	MOUPAYI ABRAHAM		
33	NO	Faro	POLI	Construction de deux hangars au marché périodique a bétail et vivrier					
34	NO	Bénoué	GAROUA II	Réhabilitation du tronçon RN1					
35	NO	Bénoué	LAGDO	Construction d'un bloc de deux salles équipées à l'Ecole Publique de Ouro Djidda	480 000	733	ABA WILLAM		
36	NO	Bénoué	LAGDO	Construction d'un bloc de latrine à 6 compartiments à l'Ecole Publique de Ouro Djidda	480 000	733	ABA WILLAM		
37	NO	Bénoué	GAROUA II	Réhabilitation du tronçon RN1 (Entrée principale Nassarao)- Rond-point Lawanat Nassarao (550 m)	1 311 750	2003	YOSSIK ALAIN		
38	EN	Diamaré	GAZAWA	Études de faisabilité techniques et environnementales des microprojets de construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine au CMA de Gazawa et électrification de la ligne Barzao-Barzao Foulbé-Barzao Guiziga.	2 450 000	3 741	DJIPAB	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018

N°	Région	Département	Commune	Libellé de l'étude de faisabilité	Montant en F CFA	Montant en euros	Prestataire	Date de début	Date de fin
									et en attente d'approbation par le COMES
39	EN	Diamaré	Pette	Études de faisabilité techniques et environnementales des microprojets de construction d'un forage équipé de pompe a motricité humaine à Sakine, à Salamé-Bakari, à Gao-Ali, à Salamé-Alioum, à Doubbel-Bankiel, à Karal-Guié, à Yoldé-Ngarba, à Salamé-Baldaré ,à Hodango (Ouro-Abba-Yaya), et construction d'un (01) forage à pompe à énergie solaire à Karal-Fadaré.	3 386 700	5 171	YANOUSSA SAIBOU	24/12/2017	20/07/2018
40	EN	Diamaré	Maroua 3	Études de faisabilités techniques et socio-environnementales des microprojets de construction d'un bloc de deux salles de classe équipées et d'un bloc de latrines à trois compartiments au ces de Guinadji et études de faisabilités techniques et socio- environnementales des microprojets de construction d'un forage équipé de pompe a motricité humaine à Hikangue Tchakao et à Ouro Mayo	1 669 500	2 549	MAHAMAT ABBA SAID	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018 et en attente d'approbation par le COMES
41	EN	Mayo Kani	Guidiguis	Études de faisabilités techniques et socio-environnementales des microprojets de construction d'un bloc de deux salles de classe équipées et d'un bloc de latrines à trois compartiments au lycée de Kourbi et études de faisabilités techniques et socio- environnementales des microprojets de construction d'un forage équipé de pompe a motricité humaine au lycée de Kourbi	1 192 500	1 821	KANAGA	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018 et en attente d'approbation par le COMES
42	EN	Mayo Kani	Touloum	Études de faisabilités techniques et socio-environnementales des microprojets de construction d'un forage équipé de pompe à motricité humaine à Malaï-Saotsaï à Garmbao-Bizili à Tchonlong à Lalepaki à Goh	1 192 500	1 821	KANAGA	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018 et en attente d'approbation

N°	Région	Département	Commune	Libellé de l'étude de faisabilité	Montant en F CFA	Montant en euros	Prestataire	Date de début	Date de fin
									par le COMES
43	EN	Mayo Kani	Moulvoudaye	Études de faisabilités techniques et socio-environnementales des microprojets de construction d'un bloc de deux salles de classe équipées et d'un bloc de latrines à trois compartiments à l'EP bilingue de Moulvoudaye	1 550 250	2 367	VELNEMBE MAMTOUSSALA	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018 et en attente d'approbation par le COMES
44	EN	Mayo Danai	Kalfou	Études de faisabilités techniques et socio-environnementales des microprojets de construction de 10 boutiques - magasins dans le marché de Kalfou	1 788 750	2 731	VELNEMBE MAMTOUSSALA	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018 et en attente d'approbation par le COMES
45	EN	Mayo Danai	Guéré	Études de faisabilités techniques et socio-environnementales des microprojets de construction de boutiques au marché de d'Ardaf et d'un hangar au marché de Bangana	1 992 500	1 821	VELNEMBE MAMTOUSSALA	24/12/2017	Validée techniquement le 19/04/2018 et en attente d'approbation par le COMES

Annexe 4: Plan d'allocation des fonds FED pour les microprojets financés à la demande des communes sur la durée du projet

N°	Région	Département	Commune	Allocation en F CFA	Allocation en Euros	Montant en F CFA approvisionné au 31 12 2017	Montant en euros approvisionné au 31 12 2017
1	AD	Mbéré	Dir	38 221 585	58 268		
2	AD	Mbéré	Djohong	44 723 968	68 181		
3	AD	Mbéré	Meiganga	78 313 828	119 389		
4	AD	Mbéré	Ngaoui	40 760 262	62 139		
		TOTAL		**202 019 643**	**307 977**		
5	AD	Vina	Bélel	38 734 398	59 050		
6	AD	Vina	Martap	28 646 418	43 671		
7	AD	Vina	Mbé	32 523 884	49 582		
8	AD	Vina	Ngan-Ha	24 976 398	38 076		
9	AD	Vina	Ngaoundéré I	29 008 727	44 224		
10	AD	Vina	Ngaoundéré II	27 670 746	42 184		
11	AD	Vina	Ngaoundéré III	27 405 550	41 779		
12	AD	Vina	Nyambaka	29 135 527	44 417		
		TOTAL		**238 101 648**	**362 984**		
13	EN	Diamaré	Bogo	32 794 608	49 995		
14	EN	Diamaré	Dargala	30 098 031	45 884		
15	EN	Diamaré	Gazawa	52 011 491	79 291		
16	EN	Diamaré	Maroua I	29 223 726	44 551		
17	EN	Diamaré	Maroua II	56 985 605	86 874		
18	EN	Diamaré	Maroua III	36 038 152	54 940		
19	EN	Diamaré	Méri	29 744 325	45 345		
20	EN	Diamaré	Ndoukoula	28 194 277	42 982		
21	EN	Diamaré	Petté	71 154 040	108 474		
		TOTAL		**366 244 255**	**558 336**		
22	EN	Mayo Danay	Datchéka	29 982 391	45 708		
23	EN	Mayo Danay	Gobo	35 579 741	54 241		
24	EN	Mayo Danay	GUEME	27 777 405	42 346		
25	EN	Mayo Danay	Guéré	24 935 828	38 014		
26	EN	Mayo Danay	Kaïkaï	26 798 054	40 853		
27	EN	Mayo Danay	Kalfou	39 434 973	60 118		
28	EN	Mayo Danay	Kar-Hay	26 165 003	39 888		
29	EN	Mayo Danay	Maga	54 170 518	82 582		
30	EN	Mayo Danay	Tchatibali	38 746 278	59 068		
31	EN	Mayo Danay	Wina	26 035 711	39 691		
32	EN	Mayo Danay	Yagoua	96 497 839	147 110		
		TOTAL		**426 123 741**	**649 621**		
33	EN	Mayo Kani	Dziguilao	25 968 061	39 588		
34	EN	Mayo Kani	Guidiguis	27 122 857	41 349		
35	EN	Mayo Kani	Kaélé	33 863 488	51 625		
36	EN	Mayo Kani	Mindif	28 246 700	43 062		
37	EN	Mayo Kani	Moulvoudaye	32 972 673	50 267		
38	EN	Mayo Kani	Moutourwa	25 147 523	38 337		
39	EN	Mayo Kani	Touloum	24 583 606	37 477		
		TOTAL		**197 904 908**	**301 704**		
40	ES	Haut-nyong	Abong mbang	30 753 807	46 884		
41	ES	Haut-nyong	Angossas	29 309 589	44 682		
42	ES	Haut-nyong	Atok	28 751 111	43 831		
43	ES	Haut-nyong	Dimako	24 370 662	37 153		
44	ES	Haut-nyong	Doumaintang	24 541 939	37 414		
45	ES	Haut-nyong	Doumé	26 257 616	40 029	14 506 842	22 116
46	ES	Haut-nyong	Lomié	29 953 851	45 664		
47	ES	Haut-nyong	Mboma	25 106 737	38 275	14 753 250	22 491
48	ES	Haut-nyong	Messaména	26 659 418	40 642		
49	ES	Haut-nyong	Messok	28 576 591	43 565		
50	ES	Haut-nyong	Mindourou	25 213 394	38 438		
51	ES	Haut-nyong	Ngoyla	22 580 719	34 424		
52	ES	Haut-nyong	Nguelemendouga	25 950 129	39 561	15 228 000	23 215
53	ES	Haut-nyong	Somalomo	23 923 405	36 471	14 302 455	21 804

N°	Région	Département	Commune	Allocation en F CFA	Allocation en Euros	Montant en F CFA approvisionné au 31 12 2017	Montant en euros approvisionné au 31 12 2017
		TOTAL		**371 948 968**	**567 033**		
54	ES	Kadey	Batouri	41 988 036	64 010		
55	ES	Kadey	Kentzou	77 641 178	118 363	46 308 191	70 596
56	ES	Kadey	Ketté	75 291 156	114 781		
57	ES	Kadey	Mbang	27 652 924	42 157		
58	ES	Kadey	Ndélélé	30 277 245	46 157		
59	ES	Kadey	Nguelebok	24 559 805	37 441	14 899 543	22 714
60	ES	Kadey	Ouli	34 550 366	52 672	19 710 511	30 049
		TOTAL		**311 960 710**	**475 581**		
61	ES	Lom et djérem	Belabo	27 672 814	42 187		
62	ES	Lom et djérem	Bertoua i	41 665 556	63 519		
63	ES	Lom et djérem	Bertoua ii	40 333 444	61 488		
64	ES	Lom et djérem	Bétaré-oya	58 437 710	89 088		
65	ES	Lom et djérem	Diang	30 719 351	46 831		
66	ES	Lom et djérem	Garoua -boulaï	105 603 121	160 991		
67	ES	Lom et djérem	Mandjou	49 590 791	75 601		
68	ES	Lom et djérem	Ngoura	51 282 404	78 180		
		TOTAL		**405 305 191**	**617 884**		
69	ES	Mboumba et ngoko	Gari gombo	29 826 849	45 471		
70	ES	Mboumba et ngoko	Moloundou	28 513 738	43 469		
71	ES	Mboumba et ngoko	Salapoumbé	28 834 327	43 958		
72	ES	Mboumba et ngoko	Yokadouma	33 943 764	51 747		
		TOTAL		**121 118 678**	**184 644**		
73	NO	Bénoué	Baschéo	25 885 653	39 462		
74	NO	Bénoué	Bibémi	26 164 529	39 888		
75	NO	Bénoué	Dembo	25 691 974	39 167		
76	NO	Bénoué	Garoua I	26 502 031	40 402		
77	NO	Bénoué	Garoua II	29 158 562	44 452		
78	NO	Bénoué	Garoua III	30 433 164	46 395		
79	NO	Bénoué	Gaschiga	22 596 919	34 449		
80	NO	Bénoué	Lagdo	25 943 548	39 551		
81	NO	Bénoué	Mayo Hourna	26 071 635	39 746		
82	NO	Bénoué	Ngong	28 002 564	42 690		
83	NO	Bénoué	Pitoa	23 872 435	36 393		
84	NO	Bénoué	Touroua	22 802 230	34 762		
		TOTAL		**313 125 244**	**477 356**		
85	NO	Faro	Béka	27 432 241	41 820		
86	NO	Faro	Poli	23 149 832	35 292		
		TOTAL		**50 582 073**	**77 112**		
87	NO	Mayo Louti	Figuil	23 323 308	35 556		
88	NO	Mayo Louti	Guider	39 246 630	59 831		
89	NO	Mayo Louti	Mayo Oulo	34 644 094	52 815		
		TOTAL		**97 214 032**	**148 202**		
90	NO	Mayo Rey	Madingring	24 933 760	38 011		
91	NO	Mayo Rey	Rey-Bouba	26 378 511	40 214		
92	NO	Mayo Rey	Tcholliré	26 403 274	40 252		
93	NO	Mayo Rey	Touboro	231 575 365	353 034		
		TOTAL		**309 290 910**	**471 511**		
Total général				**3 410 940 000**	**5 199 945**		

Tableau 3b: Caractéristiques de l'allocation en Euros

Région	Allocation totale	Allocation Minimale	Moyenne de l'allocation	Allocation Maximale	Écart type de l'allocation
AD	670 961	38 076	55 913	119 389	22 154
EN	1 509 661	37 477	55 913	147 110	25 244
ES	1 845 142	34 424	55 913	160 991	28 169
NO	1 174 181	34 449	55 913	353 034	68 345
Ensemble	**5 199 945**	**34 424**	**55 913**	**353 034**	**39 118**

Annexe 5 : Listes des engagements sur FED 2017

Intitulé du contrat	Contractant	Montant en FCFA	Montant en Euro
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NGAOUI	48 910 240	74 563
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de DJOHONG	50 333 753	76 733
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		3 300 000	5 031
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MEIGANGA	87 596 343	133 540
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		2 300 000	3 506
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de DIR	42 569 057	64 896
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		3 300 000	5 031
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MBE	34 709 370	52 914
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		2 300 000	3 506
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NGANHA	29 409 226	44 834
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		2 300 000	3 506
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NGAOUNDERE 2	33 243 599	50 680
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de BELEL	45 714 527	69 691
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		2 800 000	4 269
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NYAMBAKA	32 493 130	49 535
Convention de financement des études de faisabilité sur financement FED		2 300 000	3 506
REGION DE L'ADAMAOUA		**423 579 245**	**645 742**
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de DIMAKO	29 547 387	45 045
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Doumé	28 667 407	43 703
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Garoua-Boulai	121 917 237	185 862
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Kentzou	94 526 874	144 105
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Kette	89 103 210	135 837
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Mboma	28 046 338	42 756
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Moloundou	34 552 108	52 674
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Ndélélé	30 829 490	46 999
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Nguélébok	28 477 810	43 414
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Nguelemendouka	28 860 446	43 997
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de Ouli	39 069 081	59 560
REGION DE L'EST		**553 597 388**	**843 954**
Convention de financement des MP sur financement FED	Etudes de faisabilités	17 910 098	27 304
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	2 558 349	3 900
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	20 809 299	31 724
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	2 558 349	3 900
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	23 095 732	35 209
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	2 558 349	3 900
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	23 411 744	35 691
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MOULVOUDAYE	7 632 000	11 635
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MOULVOUDAYE	7 632 000	11 635
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MOULVOUDAYE	7 632 000	11 635
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MAROUA 1er	2 629 644	4 009
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MAROUA 1er	20 102 856	30 647

Intitulé du contrat	Contractant	Montant en FCFA	Montant en Euro
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MERI	15 802 064	24 090
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de BOGO	3 272 910	4 990
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de BOGO	7 315 487	11 152
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de BOGO	7 315 487	11 152
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	8 206 741	12 511
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de YAGOUA	8 206 741	12 511
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MERI	8 476 789	12 923
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de KAELE	2 700 000	4 116
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de MOUTOURWA	21 708 197	33 094
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NDOUKOULA	8 411 705	12 824
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NDOUKOULA	8 383 377	12 780
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de NDOUKOULA	8 679 359	13 232
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de TCHATIBALI	8 273 567	12 613
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de TCHATIBALI	3 399 984	5 183
Convention de financement des MP sur financement FED	Commune de TCHATIBALI	23 673 984	36 091
REGION DE L'EXTREME-NORD		**282 356 813**	**430 450**
Convention de financement des MP sur financement FED	Garoua 3ème	7 354 030	11 211
Convention de financement des MP sur financement FED	Baschéo	15 721 199	23 967
Convention de financement des MP sur financement FED	Barndaké	21 418 571	32 652
Convention de financement des MP sur financement FED	Touroua	21 992 502	33 527
Convention de financement des MP sur financement FED	Garoua 1er	28 280 000	43 113
REGION DU NORD		**94 766 302**	**144 470**
TOTAL Catégorie: 1 Investissement		**1 354 299 748**	**2 064 617**
Atelier de relecture et d'actualisation des manuels de procédures du programme en vue de la prise en compte des spécificités du PNDP-Agropastoral	PNDP-CNC	2 016 500	3 074
Atelier d'analyse des dossiers de candidatures relatifs au recrutement d'un responsable du volet Agropastoral à la CNC/PNDP	PNDP-CNC	1 548 250	2 360
Atelier d'analyse des dossiers de candidatures relatifs au recrutement d'un comptable à la CNC/PNDP	PNDP-CNC	1 633 250	2 490
Atelier de préparation à la production des états financiers du 3ème trimestre 2017	PNDP-CNC	17 160 000	26 160
IR/Publication diverses PNDP par FACT63602/63599/63601SOPECAM	SOPECAM	30 690	47
NAP/Publication diverses PNDP par FACT63602/63599/63601SOPECAM	SOPECAM	1 364 280	2 080
NAP/Publication pour l'appel à candidature N°020 pour le recrutement d'un comptable à la CNC/FACT63734 SOPECAM_Comptab FED	SOPECAM	254 280	388
Frais de loyer de la cellule nationale de coordination pour la période allant du 1er Avril-23 Septembre 2017	ELOGO METOMO	17 000 000	25 916
Atelier de mise en cohérence des codes des activités	PNDP-CNC	486 000	741
Achat des bons de carburant pour le fonctionnement à la cellule de coordination	TOTAL	4 985 800	7 601
Précompte sur loyer de la cellule nationale de coordination pour la période allant du 1er Avril-23 Septembre 2017	ELOGO METOMO	3 000 000	4 573
IR/Publication pour l'appel à candidature N°020 pour le recrutement d'un comptable à la CNC/FACT63734 SOPECAM_Comptab FED	SOPECAM	5 720	9
Prise en charge/Membres de la commission ad hoc pour l'entretien des candidatures en vue de recruter un(01) comptable CNC	PNDP-CNC	645 000	983
PNDP-CNC		**50 129 770**	**76 422**
Fourniture du matériel de bureaux et divers pour le PNDP-EN	ETS GORFU	3 143 430	4 792
PNDP-EN		**3 143 430**	**4 792**
Accompagnement technique		9 387 225	14 311

Intitulé du contrat	Contractant	Montant en FCFA	Montant en Euro
AFD Yaoundé		9 387 225	14 311
TOTAL Catégorie: 2 Fonctionnement		62 660 425	95 525
TOTAL GENERAL DES ENGAGEMENTS 2017		1 416 960 173	2 160 142

Annexe 6 : Photo d'un microprojet en cours

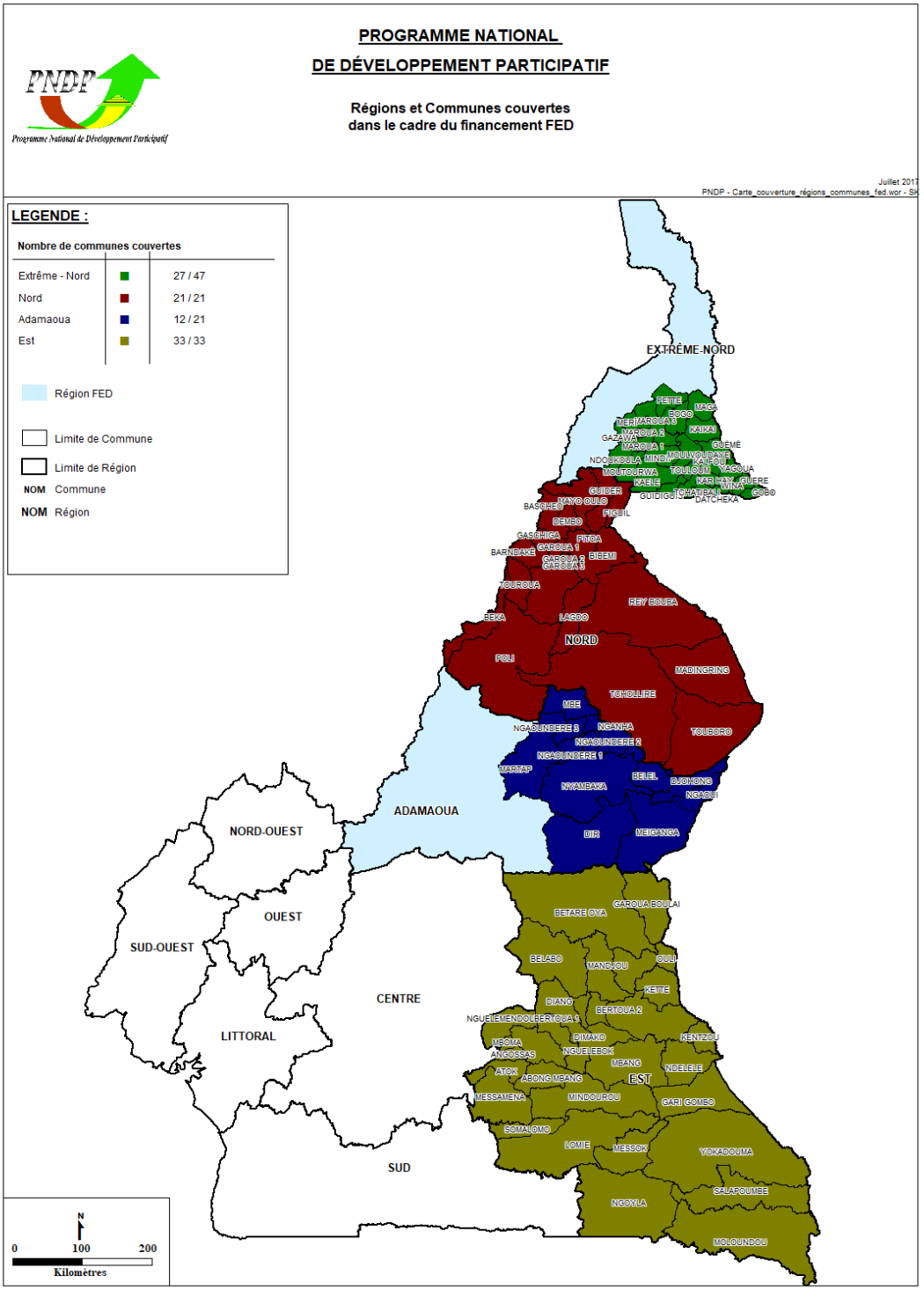
Ecole Publique de Bao-Hosséré, Commune de Maroua 1er, Département du Diamaré et Région de l'Extrême-Nord.

Photo 1 : Vue de face du bloc de 02 salles de classe équipées à l'Ecole Publique de Bao-Hosséré réalisé par le PNDP sur financement FED

Photo 2 : Vue du corps des enseignants de l'Ecole Publique de Bao-Hosséré devant la façade principale du bloc de 02 salles de classe équipées

Photo 3 : Vue de face et de côté du bloc de latrines à trois compartiments à l'Ecole Publique de Bao-Hosséré réalisé par le PNDP sur financement FED

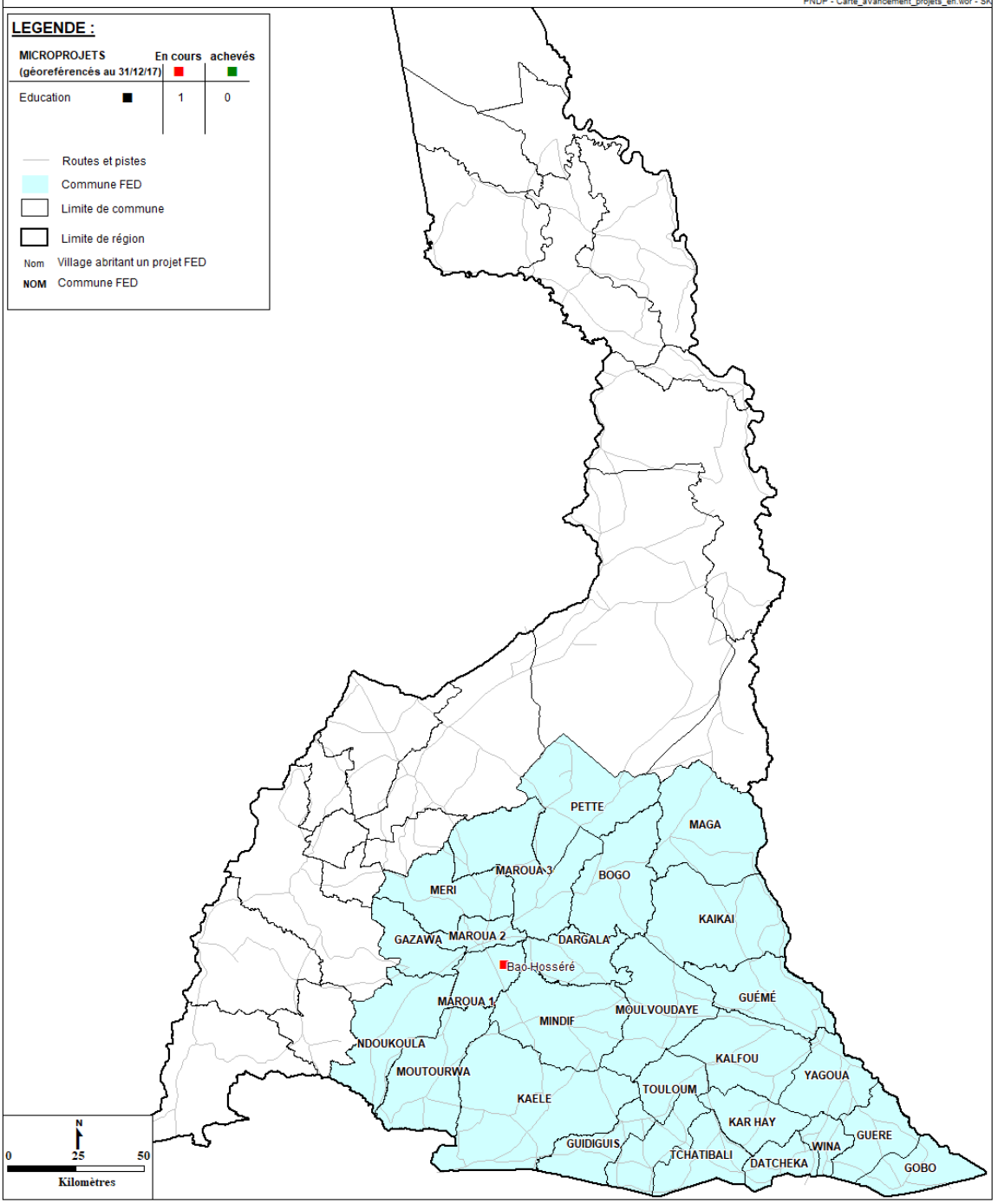
Annexe 7 : Zone d'intervention du projet PNDP Agropastoral FED



PROGRAMME NATIONAL

DE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF

CRC Extrême-Nord

Niveau de réalisation des microprojets FED

Décembre 2017
PNDP - Carte_avancement_projets_en.wor - SK